VILLE DE
Châteaubernard

REVUE DE PRESSE

Mardi 28 mai 2019

SUD OUEST

Charente Libre

Le dessin

C'est dit

> ***Ça glisse comme l'eau sur les plumes d'un oiseau.***

Nathalie LOISEAU,
tête de liste LREM
aux Européennes

Invitée hier matin sur le plateau d'Europe 1 à s'exprimer sur les critiques et les moqueries dont elle a fait l'objet en tant que cheffe de campagne pour les Européennes, la tête de liste LREM Nathalie Loiseau a rétorqué: *«Mépriser les hauts et repriser les bas, c'était la devise de Jacques Chirac, c'est la mienne.* Et de poursuivre: *Ca glisse comme sur les plumes d'un oiseau.» «Ca a toujours glissé, vraiment?»*, lui a alors demandé la journaliste Audrey Crespo-Mara. *«Bien sûr, glisse l'intéressée. Sinon il ne faut pas faire de politique.»*

Le vote

Les détenus français séduits par le RN

Les détenus ayant voté par correspondance aux Européennes, une première au sein des prisons françaises, ont placé en tête la liste RN comme à l'échelle nationale.

Pour ce vote inédit organisé de lundi à mercredi dans 165 des 188 établissements pénitentiaires de métropole et d'Outre-Mer, le taux de participation s'élève à 84,78 %.

Sur les 5.184 détenus admis au vote, une partie a obtenu entre-temps une libération ou un aménagement de peine et 4.915 étaient donc en capacité de le faire.

La cour de la prison de Fleury-Mérogis. Photo AFP

La liste LR boudée

Le nombre de suffrages exprimés s'établit à 4.053 (sur 4.413 votants).

La liste RN est arrivée en tête avec 956 voix, soit 23,6 %, suivi de LFI (798 suffrages, 19,7 %). Loin derrière, les listes LREM (9 %) et EELV (8,9 %) sont au coude-à-coude.

La liste de l'ex-candidat PS de la présidentielle Benoît Hamon (5,1 %) se place en cinquième position, devant celles d'Urgence écologie et de Place publique.

Florian Philippot (Les Patriotes) et François Asselineau (UPR), deux partisans d'une sortie de la France de l'Union européenne, obtiennent respectivement 2,6 % et 2,4 %.

Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) en recueille 2,3 %.

Les deux listes issues du mouvement des «gilets jaunes» totalisent 120 voix, dont 102 pour la seule «Alliance jaune» menée par le chanteur Francis Lalanne (2,5 %). Avec 77 suffrages, la liste Les Républicains n'arrive qu'en treizième position avec 1,9 %.

Une promesse de Macron

Le dépouillement des bulletins et la proclamation ayant eu lieu au siège du ministère de la Justice, place Vendôme, les résultats seront rattachés au 1er arrondissement de Paris.

Promesse d'Emmanuel Macron pour faciliter le vote des détenus qui n'ont pas été déchus de leurs droits civiques, cette nouvelle modalité a été introduite par la loi de programmation et de réforme pour la justice du 23 mars.

Le coup de gueule

Privée de vote, Le Marchand enrage

Alors qu'elle s'est rendue dimanche dans son bureau de vote pour y glisser son bulletin dans le cadre des élections européennes, Karine Le Marchand (Photo AFP) n'a pas pu exprimer sa voix, révèle *Le Parisien*. En cause: sa radiation des listes électorales intervenue, selon une responsable du bureau de vote, car la carte électorale de l'animatrice est *«revenue de* [son] *adresse à la mairie.» «Je ne peux pas voter alors que j'habite depuis quatre ans au même endroit»*, s'est indignée sur les réseaux sociaux la présentatrice de «L'Amour est dans le pré» avant de conclure ironiquement *«Vive la République»*. Karine Le Marchand n'est toutefois pas la seule à avoir eu la mauvaise surprise. Le ministère de l'Intérieur avait indiqué au *Parisien* que la cellule mise en place par l'Insee avait reçu dimanche à 14h, pas moins de 295 appels de la part des tribunaux pour des cas similaires.

Le chiffre

5.6M TF1 (Photo AFP) s'est placée devant France 2 dimanche soir avec une courte soirée spéciale consacrée aux élections européennes. L'émission présentée par Anne-Claire Coudray et Gilles Bouleau sur TF1 a attiré en moyenne 5,6 millions de téléspectateurs, avec 25 % de part d'audience (pda). La soirée a enregistré un pic d'audience à 6,6 millions de téléspectateurs à 20h54, avant la diffusion du film «Bienvenue chez les Ch'tis». Sur France 2, Anne-Sophie Lapix et Laurent Delahousse ont attiré plus de 3,4 millions de téléspectateurs et 15,2 % de part d'audience sur trois heures d'antenne, avec un pic à 5,8 millions à 20h15. France 3 a attiré près d'un million de téléspectateurs en moyenne pour 8,3 % de part d'audience sur deux heures d'antenne, en deuxième partie de soirée. L'édition spéciale du JT de M6 a réuni près de 2 millions de téléspectateurs pour 9 % de part d'audience. Du côté des chaînes d'information en continu, BFMTV a réuni tout au long de la soirée près de 700.000 téléspectateurs en moyenne, soit 3,9 % de pda, avec un pic d'audience à 20h59 à 1,2 million de téléspectateurs. LCI arrive deuxième avec 287.000 téléspectateurs et 1,6 % de pda.

■ La ruralité a nettement placé le Rassemblement national en tête des européennes dimanche soir
■ Le mouvement s'enracine à la campagne ■ Éléments d'explication à la foire du 27 à Rouillac.

Sur les marchés, Éric Geoffroy, le marchand de laine, a bien senti le climat changer, le RN s'implanter dans les campagnes. Photos Renaud Joubert

Le RN prend ses quartiers de campagne en Charente

Jean-François BARRÉ
jf.barre@charentelibre.fr

A gauche, à droite... en haut, en bas. Rouillac, foire du 27. Un air de musette à plein tube pour un lendemain d'élections sous la grisaille. Là, c'est plutôt à droite. Tout autour, les campagnes ont voté Rassemblement national, parfois à plus de 30 %. «*Les gens n'en parlent pas.* Éric Geoffroy, le truculent vendeur de laine, est catégorique. *Ils parlent du temps, des vignes qui ont gelé il y a quelques jours, de leur quotidien, de l'essence, du prix de gazole, de la CSG. Ça, ils en parlent. Ils comprennent rien, mais ils en parlent.*» Et c'est bien ce qui ramène au sujet du jour.

Le commerçant ne vote ni RN, ni à droite, ni Macron, mais il a bien senti l'air du temps sur les marchés. «*Ça se voit qu'ils ne sont pas heureux. Il faut un an de retraite d'agriculteur pour un mois de salaire de député. Ça explique tout.*» Le climat est à l'image des panneaux électoraux au fond du stand, pleins de trous, un peu délabrés. «*Les gens ne parlent pas politique sur les marchés.*» Ils se rattrapent à la buvette. Daniel Lhérideau refait le match avec ses amis. Préoccupé. Il est le maire de Tusson. Là-bas, «*ça change, politiquement, d'une élection à l'autre*». «*Mais là, pour que le RN fasse 36 voix sur 125 votants, c'est que vraiment il y a de l'écœurement.*» Surtout que ça votait plutôt à gauche. «*Il y a eu deux impacts,* analyse l'élu. *Les médias et les gilets jaunes.*» Même pas la faute aux migrants. «*On en a dix. Ils sont intégrés.*» Et là n'est même pas la question.

À Verteuil, où «*ça vote à gauche*», Jean-Pierre «Jeep» Bernardeau, l'ancien gendarme motocycliste, on le «*regarde de travers*». Il se revendique RN, déçu de la droite depuis sept ou huit ans. «*Il n'y avait pas de programme pour la classe du bas.*» Et là non plus, ce n'est pas la faute aux immigrés. «*À Ruffec, il n'y a pas de problèmes avec eux.*» Mais «Jeep» a perdu 100 balles sur sa retraite. «*Et avec 1 800 euros par mois, c'est vite bouffé. Je paye 1 200 de taxe foncière par an.*» Alors, il a voté «*pour contrer Macron*». «*Mais pas seulement. J'ai ma carte.*» Pour lui, c'est clair. Le mouvement s'est enraciné dans les campagnes. Et cela énerve Serge Devige. Au comptoir du bistrot, un œil sur le champ de foire, le maire de Montigné est énervé. «*C'est pas la peine que les gilets jaunes foutent le bordel pour aller voter FN.*» La raison, c'est «*le mécontentement*». «*Quand on connaît les gens, la politique, ils ne veulent plus en entendre parler. Et il y a cette histoire de gilets jaunes.*» C'est comme ça dans les quatre communes associées. «*À part Bonneville, le reste c'est FN. Surtout à Anville.*»

C'est vraiment le terroir

Serge Devige n'y comprend plus grand-chose. «*Avec les agriculteurs, ça a toujours été gauche-droite. Ce ne sont pas les nouveaux habitants. C'est vraiment le terroir. C'est pour ça que je ne comprends pas le vote FN.*» Qu'il sent bien ancré tout de même. «*Le rejet de Macron, bien sûr. Ce qui est grave, c'est que ça reste*», s'inquiète Alain Guitard, retraité à Saint-Cybardeaux et «*plutôt tendance communiste*». Amer. «*Y'a une sanction. Ils se disent que c'est pas grave, que c'est l'Europe. Mais ils mettent l'Europe dans les mains de l'extrême droite.*»

C'est un terme qu'Isabelle Lassalle, la représentante RN en Charente, réfute avec véhémence. Hier, «*exceptionnellement*», elle n'était pas à la foire. Autrement, elle leur aurait expliqué que «*le paysage politique a changé, que le RN est le premier parti de droite populiste en Charente*» et que «*ça mord là où on est sur le terrain*» et qu'au-delà «*des gilets jaunes, du vote sanction contre Macron, on a un programme qui prend en compte la France des oubliés*». Ceux qui ne parlent pas de politique sur les marchés, qui votent à la droite de la droite à chaque élection, désormais. Et qui énervent le marchand de laine. «*Quelle honte!*»

Radiés sans le savoir

Ils se sont présentés à leur bureau de vote dimanche, mais n'ont pas pu glisser de bulletin dans l'urne. Comme ailleurs en France, des Charentais se sont rendu compte qu'ils avaient été radiés des listes électorales. Emeric à Claix: «*Depuis trois ans, je vote sur la commune et là, on ne m'a pas trouvé sur la liste. C'est la première fois de ma vie que je n'ai pas voté.*» Idem pour Isabelle à Angoulême qui, elle, s'était inscrite en février. «*On m'a dit que j'avais été radiée, alors je suis allée à Ruelle, mon précédent bureau de vote. Mais là-bas non plus je n'étais pas sur la liste.*» En cause: un nouveau fichier national mis en place par l'Insee en janvier dernier. Mais pas seulement. «*On a eu des problèmes sur les adresses, des cartes électorales nous sont revenues. Il va falloir qu'on analyse ce qu'il s'est passé, c'est trop facile de tout mettre sur le dos d'un "bug "*», dit Dominique Perez, maire de Claix. Dans sa commune «*3 ou 4 personnes n'ont pas pu voter, mais c'est déjà trop*». Ailleurs, comme à Bourg-Charente, «*on a eu un couple qui vote depuis dix ans sur la commune et qui a été radié*», rapporte le maire, Jérôme Sourisseau.

Au tribunal d'instance d'Angoulême, où il est possible de s'inscrire en urgence les jours d'élections, on a décompté une douzaine de demandes dimanche. «*Encore faut-il connaître cette procédure*», regrette Isabelle qui va envoyer une réclamation au ministère de l'Intérieur.

> **Il faut un an de retraite d'agriculteur pour un mois de salaire de député. Ça explique tout.**

Un vote périphérique aussi

Sept points d'avance sur LREM à La Couronne, autant à Saint-Michel, huit à Nersac. Si les villes ont résisté à la poussée du Rassemblement national, ce coin de GrandAngoulême fait mentir la tendance. «*Pour les européennes, cela a toujours été de ce niveau-là. C'est un non-événement. Il n'y a pas de poussée du RN, ici. La gauche est toujours au même niveau mais morcelée*, relativise Jean-François Dauré, maire de La Couronne. *Cela indique seulement que LREM est devenu le premier parti de droite en France.*» À La Couronne, le vote RN ne concerne pas forcément des quartiers les plus paupérisés. «*Plutôt des lotissements où on sent la dureté de la vie, le pouvoir d'achat qui s'amenuise. Des secteurs résidentiels où l'on sent la peur du déclassement.*»

Les mêmes effets ont été ressentis à Nersac. André Bonichon, le maire, a bien enregistré ce «*phénomène de fond qui existe depuis plusieurs années*», qu'il explique par «*un mécontentement face à la politique de Macron, le mouvement des gilets jaunes, le chômage, le pouvoir d'achat, tout ça mis bout à bout*».

À cela, il convient cependant d'intégrer la question de la sécurité. Fabienne Godichaud, maire de Saint-Michel, a été «*un peu interloquée*» quand elle a découvert les chiffres de sa commune. «*On savait qu'il y aurait un sursaut national, mais il y a peut-être une réponse à des problèmes locaux*», envisage-t-elle. Elle ne serait pas étonnée que l'opération musclée de la police et du Raid chez les gens du voyage la semaine dernière n'ait pas influé sur le scrutin. «*Les gens disent qu'ils en ont marre.*» Évident, quand un ancien cégétiste avoue qu'il a voté RN «*parce que sa mère a été cambriolée neuf fois de suite par les mêmes personnes*». Dans une commune qui a toujours été ancrée «*très à gauche*», plutôt rouge, Fabienne Godichaud veut croire qu'il s'agit d'une réaction, d'une «*envie de se faire entendre*». «*On garde encore cet enracinement sur Saint-Michel. Mais ce sont des choses dont il faudra tenir compte.*»

Déçu de la droite, «Jeep» vote RN. Fièrement. Et il l'assume.

Jusqu'à quatre ans de prison pour le trafic d'armes démantelé en Charente

La juridiction inter-régionale spécialisée de Rennes a condamné les cinq prévenus jugés vendredi et hier à Rennes à des peines s'échelonnant de deux ans de prison dont six mois avec sursis à quatre ans de prison ferme pour un trafic d'armes établi entre le 1er octobre 2017 et le 5 juin 2018 (lire notre édition de samedi).

Sokol Hyseni, un Kosovar de 39 ans d'Angoulême, est condamné le plus lourdement, à quatre ans de prison, pour *«son rôle majeur dans la procédure»*. Le tribunal a toutefois salué *«sa franchise tout au long de l'enquête et de l'audience»*. Le procureur de la République avait requis six ans de prison à son encontre, au vu des six condamnations à son casier judiciaire et à son rôle *«d'organisateur»* dans le trafic.

Stéphane Clochard, ancien élu municipal de Moulidars, âgé de 51 ans, écope quant à lui d'une peine de trois ans de prison dont un an de sursis et d'une amende de 30 000 €. Le tribunal ordonne la confiscation de toutes les armes saisies chez lui, mais la restitution des sommes saisies à son domicile, d'un montant d'environ 29 000 €, *«faute de preuves que l'argent soit lié au trafic»*. Sa peine d'emprisonnement est aménageable.

Ylber Hyseni, le fils de 21 ans du principal prévenu, est condamné à deux ans de prison dont six mois avec sursis. Selon les juges, *«l'association de malfaiteurs est établie à son encontre car il a manifestement participé à des actes préparatoires à la commission des faits»*.

Magomedrasul Sepiyev, 28 ans, est condamné à deux ans de prison. Il avait notamment servi de chauffeur dans un transport et participé à la mise en relation de certains protagonistes.

Enfin, Mohamed Essouilhi, un Nantais de 37 ans, est condamné à trente mois de prison avec un mandat d'arrêt pour avoir *«pris le relais de Sokol Hyseni quand celui-ci avait compris qu'il était surveillé par la police»*. Tous ont l'interdiction de posséder une arme pendant dix ans.

Les armes revendues à des trafiquants de drogue

Pour rappel, en juin 2018, un arsenal de 39 armes à feu avait été retrouvé chez le viticulteur de Moulidars. Les armes qu'il possédait avaient été revendues à des trafiquants de drogue des quartiers nord de Nantes, par l'intermédiaire de Sokol Hyseni, qui se rendait régulièrement chez lui pour obtenir armes et munitions. Le parquet n'avait cependant réussi à établir fermement que la vente de dix armes. Les armes étaient revendues au tarif de 400 ou 450 € pour les pistolets et jusqu'à 1 500 € pour les plus puissantes. L'enquête avait démarré alors que les policiers s'intéressaient à un trafic de stupéfiants à Nantes.

> **Il aurait probablement gagné plus en travaillant normalement. Le jeu n'en valait pas la chandelle.**

Selon l'avocate du principal prévenu, Me Gwendoline Tenier, ce dernier avait été approché par des trafiquants des quartiers nord de Nantes selon la croyance *«que les gars de l'Est peuvent trouver des armes»*. Son client a eu *«l'idée peu brillante»* de se servir de ses origines *«par opportunisme»*, pour se faire un peu d'argent. *«Il aurait probablement gagné plus en travaillant normalement*, précise-t-elle. *Le jeu n'en valait pas la chandelle.»*

Région: presque 2 millions d'euros pour la Charente

Les élus régionaux se sont réunis vendredi en commission permanente et ont voté presque 2 millions d'euros de subvention pour des dossiers charentais dans le sport, l'économie, la culture, l'écologie, l'éducation. Parmi les bénéficiaires, on trouve, entre autres: le lycée professionnel Pierre-André-Chabanne à Chasseneuil, pour le remplacement des étanchéités et des sols suite à un sinistre; le lycée Charles-Augustin-Coulomb à Angoulême, pour l'acquisition de matériels pédagogiques et informatiques pour le Diplôme national des métiers d'art et du design; l'EARL du Buguet à Rougnac qui veut relancer l'activité ancestrale de feuillardier, qui consiste à enjoliver des barriques à l'aide de cercles en bois de châtaignier; l'entreprise CITF de Saint-Cybardeaux qui veut proposer un système inédit et innovant d'ouverture de bouteilles équipées de bouchons en liège; l'association «Prenez du relief» qui organise le festival Courant 3D à Angoulême; ou encore l'association «Collectif Grandir Ensemble» de Saint-Yrieix qui souhaite créer un nouveau service de confection de repas pour bébés.

Le post

Photo CL

*« Aux législatives, le Parti Animaliste met un p**** de chat sur l'affiche: 1,1 %. Aux européennes il met un chien: 2,4 %. Who run the world?*

Ovidie
auteure, documentariste installée en Charente
L'occasion de rappeler le premier Festival international de films de chiens, le 13 juillet à Cellefrouin.

Rougeole

Faites-vous vacciner

Épidémie. L'Agence régionale de santé (ARS) de Nouvelle-Aquitaine met en garde face à une recrudescence des cas de rougeole. Entre le 1er janvier et le 19 mai, 98 cas ont été signalés, dont 22 ont nécessité une hospitalisation dans la région. La plupart des malades n'étaient pas ou pas assez vaccinés. Pour l'heure, les cas se cantonnent au sud, surtout les Pyrénées-Atlantiques. Pour éviter la propagation, l'ARS rappelle l'importance du vaccin alors que la couverture vaccinale est encore insuffisante (81 % dans la région, 79,9 % en Charente). Or, il faut atteindre les 95 % pour éradiquer la maladie, qui peut avoir des conséquences graves et est très contagieuse. Une personne non vaccinée peut en contaminer vingt.

L'ARS rappelle l'importance du vaccin pour éviter la propagation de la rougeole.
Photo archives Majid Bouzzit

Le coup de maître

Comment Hennessy a fait boire son cognac à Al Pacino dans le dernier Tarantino

Placement. Le producteur de cinéma, interprété par Al Pacino, est au téléphone. Une serveuse s'approche. La star demande un *«Hennessy XO on the rocks»*. La scène ne dure que quelques secondes dans le dernier Tarantino (Photo AFP), «Once upon a time... in Hollywood», présenté en début de semaine dernière à Cannes. Mais c'est un coup de maître pour la marque de cognac. Le site internet du *Figaro* le décrypte en détail, dans un article intitulé «Cognac et pop culture à Hollywood».

Stéphane Reynaud, le journaliste, a reconstitué l'histoire de ce placement de produit particulièrement réussi. C'est l'œuvre d'Éric Nebot, un Français installé à Los Angeles, patron de Hill Valley, une société de placement de produits, et par ailleurs producteur de films. *«En habile agent de la maison charentaise, il a su la glisser dans le neuvième long-métrage de Tarantino [...] tout en lui donnant une touche glamour durable»*, estime *Le Figaro*, en détaillant une opération qui s'est déroulée sur un an et demi.

«Nous avions entendu parler du projet de film de Quentin Tarantino. Le titre nous avait interpellés. Nous avons cherché à savoir si le contenu était en phase avec le positionnement de la marque de notre client et avec son image, raconte Éric Nebot au *Figaro*. *Nous avons activé notre réseau pour lire le scénario. À la lecture, qui a eu lieu dans un endroit tenu secret, sans téléphone portable, après avoir signé un contrat de confidentialité, nous avons compris qu'il s'agissait d'un film hommage au cinéma des années 1960, dans le Hollywood de l'époque. Nous y avons aussi repéré une séquence dans laquelle nous pouvions intégrer le cognac.»*

Le jour J, l'équipe de Hill Valley, qui ne dévoile pas comment elle a réussi à obtenir l'accord de Tarantino, a campé sur le plateau de tournage, dans un vieil hôtel de Downtown Los Angeles. Éric Nebot, toujours au *Figaro*: *«Il y avait des dizaines de figurants, habillés années 1960, j'ai eu l'impression de voyager dans le temps. Puis ce fut la rencontre avec l'accessoiriste de la scène clé. Il a pris un verre à whisky, il me l'a montré et m'a demandé si c'était le bon modèle. Puis il a voulu savoir combien de glaçons il devait mettre dans le verre. Ensuite, il a fallu se mettre d'accord sur le niveau de remplissage du verre.»*

Il restait encore à attendre la sortie du film. Pour vérifier que la scène n'avait pas été coupée. Mieux, *«dans une autre scène*, raconte *Le Figaro*, *le même Al Pacino explique comment lui et son épouse se mettent en condition avant de regarder leur série à la télévision en sifflant un cognac»*.

Et voilà comment Tarantino a mis Hennessy et le cognac «on the rocks». Et plutôt deux fois qu'une.

La boulette

UNE FLÈCHE ROUGE
pour le journaliste de *CL* qui a épinglé à tort le Département (*CL* de samedi), coupable à ses yeux d'avoir oublié de nous transmettre le communiqué de présentation de la Fête de la nature, le week-end dernier. Il va devoir remettre un peu d'ordre dans sa boîte mail puisqu'il faisait partie de la vingtaine de journalistes de *CL* à avoir reçu l'information en direct. Ce qui nous a d'ailleurs permis de présenter la manifestation dans le même journal. Le coupable va profiter du pont de l'Ascension pour se mettre au vert et récupérer ses esprits. Toutes nos excuses au service communication du Département.

■ Le Cercle de l'épée de Cognac se prépare à recevoir les championnats d'Europe vétérans cette semaine ■ 1.500 tireurs sont attendus ■ Une belle vitrine pour le club.

La vieille garde vient croiser le fer aux Vauzelles

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Pas de répit pour les Vauzelles. Après la gymnastique la semaine passée, au tour de l'escrime d'envahir le complexe sportif. À partir de demain mercredi, il va y avoir du spectacle lors des championnats d'Europe vétérans.

> **Il y aura d'anciens champions de haut niveau [...] dont certains ont fait les Jeux olympiques.**

Le Cercle de l'épée s'est vu confier les championnats d'Europe, qui s'ouvrent dès demain aux Vauzelles. Photo archives CL

Avec *«d'anciens champions de haut niveau, des internationaux dont certains ont fait les Jeux olympiques*, indique Walter Levesque, le président d'un club cognaçais qui prépare cette manifestation depuis deux ans.
«Notre candidature a été retenue après les championnats de France vétérans qu'on avait organisés, déjà aux Vauzelles. La Fédération avait été satisfaite, on avait fait nos preuves, elle nous a appuyés pour ce nouvel événement.». Sa présidente, Isabelle Lamour, sera d'ailleurs présente jeudi.
Du pain béni pour les structures d'hébergement, vu l'affluence attendue. *«On estime à près de 800.000€ les retombées économiques. Entre compétiteurs et accompagnants, ce sera plus de 2.000 personnes qui débarquent pour plusieurs jours, et qui ont du pouvoir d'achat»*, souligne ravi Bruno Royer, maître d'armes et ancien champion de haut niveau qui s'est particulièrement investi et a fait jouer son réseau pour obtenir ces championnats.

Walter Levesque et Bruno Royer promettent du beau spectacle durant cinq jours.

Une logistique de titan

Depuis samedi, une vingtaine de bénévoles du Cercle s'attelle sans répit aux préparatifs. *«On est au taquet et ce n'est pas fini*, pointe Walter Levesque. *Après avoir préparé l'hébergement des officiels et arbitres, il faut s'occuper de leur réception et de celle des compétiteurs, des transports... Une logistique de titan, à laquelle s'ajoutent l'organisation des épreuves, la préparation des terrains et j'en passe. C'est assez énorme.»* À l'image des immenses chapiteaux installés sur le parvis du complexe, qui accueilleront pour l'un toute la partie informatique et les partenaires, pour l'autre cinq pistes de compétition *«tant on manquait de place au regard du nombre d'engagés, inédit pour l'épreuve, on en attendait autour de 1.200 comme lors des précédentes éditions»*, souffle-t-il. Elles s'ajoutent aux 13 de la salle principale des Vauzelles, aux 14 de la salle voisine du handball. Et à la dizaine prévue salle Lucquiaud, où se dérouleront les rencontres de poule.
«C'est le grand retour de l'escrime à Cognac qui a une vraie histoire avec la discipline depuis 1913, avec des éléments qui ont brillé au plus haut niveau international, rappelle avec joie Bruno Royer. *Pour le Cercle de l'épée, c'est une belle opportunité aussi. Les bénéfices que l'événement va générer vont lui permettre de créer à nouveau un poste permanent de maître d'armes.»*
Le projet en toile de fond pour un club dont les effectifs ont fondu (40 licenciés) et qui espère bien profiter de ces championnats pour retrouver de l'élan.

En vue
Gourinchas se prononcera lundi

Le maire tiendra une conférence de presse lundi pour afficher sa position. Photo archives CL

Partira, partira pas? C'est bientôt la fin du suspense. Michel Gourinchas dira officiellement lundi s'il se lance dans une nouvelle campagne électorale. Le maire de Cognac a longtemps dit qu'il ne briguerait pas de troisième mandat.
«Jonathan Muñoz a la légitimité pour me succéder. À lui de se préparer. Moi, j'aurai fait deux mandats, douze ans. J'ai envie de profiter de ma retraite», déclarait-il dans nos colonnes en septembre 2017.
Avant d'adopter une autre stratégie. Depuis sa démission de la présidence de l'agglo de Grand Cognac à la fin de cette même année, l'élu laisse planer le doute. Et s'en amuse bien. Ce jeu lui a permis, jusque-là, de garder la main sur la campagne et de protéger son successeur.
Malin. Pour autant, le maire aurait récemment prévenu les employés municipaux de sa décision d'arrêter (lire notre édition d'hier). Et en coulisse, Jonathan Muñoz, son directeur de cabinet, qui ne cache pas sa volonté de *«porter un projet pour Cognac»*, s'est plus que préparé. Le conseiller régional a trouvé un slogan, «Cognac en commun», a dessiné un logo, a approché des colistiers...
Parfois les mêmes que ceux qui ont été consultés par les autres candidats, annoncés nombreux sur la ligne de départ pour les élections en 2020.

DON DE SANG

Collecte à Châteaubernard. L'Amicale des donneurs de sang du Cognaçais organise un don le lundi 3 juin de 15h30 à 19h30, à la salle des fêtes des Pierrières, à Châteaubernard. Une collation suivra.

Blues Passions lance une version Shop'in Blues 2.0

Le festival revoit cette opération organisée avec ses commerces partenaires. Exit les décos, place à un grand jeu via une appli dédiée.

L'application a été présentée hier par l'équipe de Blues Passions, en présence de représentants de la CCI et de la société Dreamtronic, qui a créé l'application et les stickers qu'il faudra dénicher dans les boutiques du centre-ville. Photo G. B.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Il va falloir être attentif, dégainer son smartphone tous azimuts et remplir le plus vite possible son panier de stickers. Les grands gagnants seront les premiers à avoir trouvé et scanné les 39 stickers en jeu, disséminés dans autant de commerces du centre-ville de Cognac. À gagner: des passeports pour Blues Passions, cinq soirées, des «pass» soirée à la carte, une visite du backstage artistes, et tout un tas d'autres lots.

L'opération «Shop'in Blues», qui réunit depuis dix ans commerçants et festival dans le cadre d'un partenariat destiné à dynamiser la ville et les enseignes, passe à la version 2.0. Oubliés les kakémonos et les magasins décorés 100 % blues, *«On passe à une nouvelle formule via une application dédiée, plus ludique et plus sympa, une sorte de chasse au trésor qui se terminera une semaine avant l'ouverture de l'édition 2019»*, indique Gwenaëlle Tranchant, directrice de la communication et relations publiques chez Blues Passions, qui l'a présentée hier.

Sur le mode géocaching

Dénommée Cognac blues passions tout simplement, cette application sera téléchargeable dès ce samedi 1er juin. Développée pour le festival par la société angoumoisine «Dreamtronic», elle s'apparente à un mode de géocaching.

«On tombe sur une localisation des magasins partenaires, on les trouve, on entre pour trouver le sticker, puis on scanne, et on fait de même ensuite dans tous les autres», explique Gwenaëlle Tranchant.

Une nouvelle formule qui a reçu l'assentiment des commerçants et des représentants de la chambre de commerce et d'industrie (CCI), ravis de cette idée qui dépoussière une ancienne version «Shop'in Blues» qui ne remplissait plus son rôle premier: attirer du monde dans les boutiques. Ne reste plus aux clients qu'à s'en emparer.

À noter

Candeloro vient parler patrimoine privé

Centaure Investissements propose une nouvelle conférence autour des placements financiers et investissements locatifs, jeudi 27 juin à partir de 19 heures à La Salamandre. Le cabinet de gestion avait accueilli dans ce cadre-là Laurent Jalabert en septembre dernier. Cette fois, c'est Philippe Candeloro, double médaillé olympique en patinage artistique, aujourd'hui consultant, qui est attendu pour livrer son regard sur la gestion du patrimoine privé. Il sera entouré de Cyrille Restier, dirigeant fondateur de Centaure Investissements, Bertrand Sance, directeur général de la banque Oddo BHF, et Patrick Lisserre, directeur du développement chez Centaure Investissements. L'occasion d'évoquer l'assurance-vie, les marchés financiers, la fiscalité des revenus fonciers. Le nombre de places est limité. Réservation au 05 45 32 00 49.

Philippe Candeloro sera à La Salamandre en juin, invité par Centaure Investissements. Photo archives CL

Pour poser une question à Philippe Candeloro: lea.brissaud@centaure-investissements.com

Le château de Bouteville commence à livrer ses secrets

Un donjon et un mur de protection du site médiéval ont été exhumés grâce au diagnostic archéologique d'avant-travaux lancé par l'agglo. Une excellente nouvelle qui promet de riches fouilles.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Repro CL (@Igor Gaidal)

Les gestionnaires du site et les chercheurs ont visité le chantier avant qu'il soit recouvert, en attendant des fouilles complètes.

La bonne surprise est arrivée plus tôt que prévu au château de Bouteville. Détruit au XV^e siècle, reconstruit au XVII^e puis oublié durant 200 ans, l'édifice est promis à une restauration d'ampleur et à un *«rôle touristique majeur»* ces prochaines années, selon le président de Grand Cognac, Jérôme Sourisseau, dont l'agglo a provisionné à cet effet 2,7M€ sur cinq ans.

Avant de commencer à dessiner le moindre plan, un diagnostic d'avant-travaux a été commandé au service régional de l'archéologie (SRA, État). *«Pour voir où se trouvent des vestiges,* détaille le chargé de projet patrimoine de Grand Cognac, Mathieu Erard. *Soit on commençait des travaux et on s'arrêtait à chaque découverte, soit on faisait ça en amont. Puisque nous savons qu'il y a eu un château médiéval avant celui de la Renaissance, nous préférons anticiper plutôt que d'être impactés par des découvertes.»*

Sous quelques centimètres de terre

Le diagnostic a débuté le 2 mai, s'achèvera cette semaine et se révèle déjà plus fructueux que prévu. Dans la cour du château Renaissance actuel, *«nous sommes tombés sur un bâtiment central qui ressemble à une tour maîtresse, à un donjon (...) avec des graffitis qui font bien XII^e siècle»*, se réjouit Adrien Montigny, l'archéologue du SRA chargé du diagnostic avec deux confrères.

La présence d'un donjon médiéval était probable, mais on ne savait ni où il pouvait se trouver, ni à quoi il ressemblait. Avec l'exhumation, sous quelques centimètres de terre à peine, d'un mur de 2 mètres d'épaisseur, on en sait déjà davantage. Sans doute qu'il ressemblait aux tours carrées de Marthon, Pons ou La Rochefoucauld, avec une hauteur qui pourrait dépasser les 10m. Quant à sa largeur, elle serait d'environ 14m pour une longueur qui reste à définir. En quatre semaines, un mystère de 500 ans a donc été résolu grâce à quelques coups de pelle. Grâce à un peu de chance aussi, puisque l'emplacement précis de cette fouille a été déplacé de deux mètres par rapport à l'idée de départ... à cause de la distance de sécurité imposée par des travaux en cours sur un pan de mur Renaissance.

En tout cas, cette seule découverte suffit à motiver le lancement de fouilles complètes, assure Jérôme Sourisseau. D'autant que les 11 autres trous creusés sur les 20.000m² dédiés au diagnostic (sur une surface totale de 33.000m²) ont aussi révélé des indices intéressants.

Le principal est un fossé mis au jour côté ouest, qui donne sur un mur de protection médiéval et sur la base d'un pont qui ressemble à celui utilisé actuellement. Certainement *«une porte d'accès»*, dit Adrien Montigny avec gourmandise.

Les curieux devront attendre pour voir ces découvertes puisque les trous sont en train d'être comblés par souci de préservation. En revanche, il n'est pas trop tard pour aider au projet de restauration en souscrivant à la collecte lancée par la Fondation du patrimoine (www.fondation-patrimoine.org).

En contrebas du second château, un fossé donne sur un mur et la base d'un pont.

Le mur du donjon (à gauche) était épais de deux mètres.

Photos Renaud Joubert

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Ansac-sur-Vienne à Claix

	Inscrits	Votants	Exprimés	Manon AUBRY - (LFI)	Robert DE PREVOISIN	Renaud CAMUS	Florie MARIE	Nathalie LOISEAU - (LREM)	Hamada TRAORÉ	Florian PHILIPPOT	Audric ALEXANDRE	Dominique BOURG	Vincent VAUCLIN	Jean-Christ. LAGARDE	R. GLUCKSMANN (PSPP)	Yves GERNIGON	Gilles HELGEN	N. DUPONT-AIGNAN - (DLF)	Sophie CAILLAUD	Thérèse DELFEL	Nathalie ARTHAUD (LO)	Ian BROSSAT - (PCF)	François ASSELINEAU	Benoît HAMON - (DVG)	Nathalie TOMASINI	Jordan BARDELLA - (RN)	Cathy CORBET	Antonio SANCHEZ	Pierre DIEUMEGARD	Christophe CHALENÇON	Francis LALANNE	F.-Xavier BELLAMY - (LR)	Yannick JADOT - (EELV)	Hélène THOUY	Olivier BIDOU	Christian-Luc PERSON	Nagib AZERGUI
Ansac-sur-Vienne	683	386	340	32	0	0	0	50	0	1	0	4	0	12	27	0	0	20	0	0	4	22	4	16	0	84	0	0	0	0	3	28	29	4	0	0	0
Ars	587	301	290	19	0	0	0	61	0	1	0	2	0	11	10	0	0	17	0	0	0	5	3	5	0	98	0	0	2	0	1	22	26	6	1	0	0
Asnières-sur-Nouère	1035	515	489	37	0	0	0	111	0	2	0	12	0	11	39	0	0	13	0	13	0	4	6	18	0	124	1	0	0	0	7	31	48	10	2	0	0
Aubeterre-sur-Dronne	188	117	107	6	0	0	0	29	0	1	0	7	0	1	7	0	0	4	0	0	1	2	1	5	0	13	0	0	0	0	0	13	15	1	1	0	0
Aunac sur Charente	486	294	284	17	0	0	0	54	0	0	0	2	0	6	15	0	0	10	1	0	4	5	3	4	0	100	0	0	0	0	2	19	36	3	3	0	0
Aussac-Vadalle	367	217	198	14	0	0	1	37	0	1	0	1	0	0	8	0	0	6	0	0	4	6	1	6	0	72	0	0	1	0	1	13	22	4	0	0	0
Baignes-Sainte-Radegonde	894	453	430	32	0	0	1	98	0	1	0	4	0	15	13	0	0	22	0	0	0	3	3	8	0	140	0	0	0	0	6	44	31	6	3	0	0
Balzac	1029	631	599	43	0	0	0	149	0	3	0	5	0	12	47	0	0	23	0	0	9	18	9	25	0	122	0	0	0	0	2	46	75	8	3	0	0
Barbezières	112	87	82	11	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0	6	0	0	7	0	0	1	2	0	0	0	31	0	0	0	0	0	8	4	2	0	0	0
Barbezieux-Saint-Hilaire	3222	1719	1629	129	0	0	1	361	0	7	1	28	0	57	113	0	0	60	0	0	17	24	7	52	0	393	0	0	3	0	15	146	177	29	9	0	0
Bardenac	182	100	94	9	0	0	0	22	0	0	0	1	0	2	5	0	0	0	0	0	3	3	1	3	0	29	0	0	0	0	1	4	9	2	0	0	0
Barret	769	410	379	34	0	0	0	66	0	0	0	8	0	10	21	0	0	21	0	0	6	6	6	17	0	100	0	0	1	0	4	40	34	4	0	0	1
Barro	359	206	196	15	0	0	0	37	0	1	0	5	0	4	17	0	0	10	0	0	1	10	1	12	0	36	0	0	0	0	3	13	28	2	1	0	0
Bassac	362	200	178	7	0	0	0	42	0	2	0	2	0	4	12	0	0	7	0	0	1	0	0	5	0	70	0	0	0	0	1	7	15	3	0	0	0
Bazac	116	59	56	9	0	0	0	4	0	1	0	2	0	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	1	0	23	0	0	0	0	1	9	2	0	0	0	0
Beaulieu-sur-Sonnette	217	126	119	7	0	0	0	19	0	0	0	0	0	5	9	0	0	4	0	0	0	3	0	8	0	34	0	0	0	0	2	14	12	1	1	0	0
Bécheresse	206	100	87	3	0	0	0	23	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3	0	0	0	3	2	5	0	20	0	0	0	0	0	2	19	3	1	0	0
Bellevigne	1099	534	492	18	0	0	1	117	0	0	0	5	0	15	28	0	0	28	0	0	8	5	7	15	1	137	0	0	1	0	3	52	36	15	0	0	0
Bellon	109	57	53	0	0	0	0	20	0	0	0	0	0	2	2	0	0	1	0	0	1	0	1	1	0	9	0	0	0	0	1	2	12	0	1	0	0
Benest	274	141	127	8	0	0	0	30	0	1	0	0	0	5	17	0	0	4	0	0	2	1	0	8	0	26	0	0	0	0	2	4	16	2	1	0	0
Bernac	389	225	210	16	0	0	0	31	0	1	1	4	0	2	9	0	0	12	0	0	2	1	0	2	0	67	0	0	1	0	2	22	37	0	0	0	0
Berneuil	228	123	118	3	0	0	0	28	0	1	2	0	7	7	0	0	0	0	0	0	0	2	0	4	0	35	0	0	0	0	1	5	16	7	0	0	0
Bessac	99	60	55	10	0	0	0	7	0	0	0	1	0	0	2	0	0	5	0	0	1	1	3	1	0	15	0	0	0	0	0	5	4	0	0	0	0
Bessé	117	66	64	3	0	0	0	19	0	0	0	3	0	0	1	0	0	1	0	0	2	2	0	1	0	11	0	0	0	0	0	2	11	5	3	0	0
Bioussac	185	114	101	8	0	0	0	21	0	0	0	2	0	7	4	0	0	3	0	0	0	1	2	1	0	22	0	0	0	0	1	5	22	2	0	0	0
Birac	286	168	157	5	0	0	0	31	0	2	0	4	0	8	12	0	0	4	0	0	2	4	1	5	0	54	0	0	0	0	3	9	10	3	0	0	0
Blanzaguet-Saint-Cybard	193	123	114	4	0	0	0	27	0	2	0	1	0	8	5	0	0	4	0	0	1	0	0	0	0	32	0	0	0	0	1	8	17	3	1	0	0
Boisbreteau	101	52	49	2	0	0	0	9	0	1	0	2	0	1	2	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	21	0	0	0	0	1	2	5	0	0	0	0
Boisné-La-Tude	422	242	229	14	0	0	0	43	0	0	0	9	0	7	6	0	0	12	0	0	1	7	2	8	0	58	0	0	0	0	4	23	23	11	1	0	0
Bonnes	286	178	166	16	0	0	0	40	0	0	1	0	0	10	5	0	0	3	0	0	0	2	1	1	0	43	0	0	0	0	1	23	18	2	0	0	0
Bonneuil	192	99	91	6	0	0	0	22	0	0	0	0	0	4	1	0	0	4	0	0	3	0	0	0	0	23	0	0	0	0	0	17	9	1	1	0	0
Bors (Charente-Sud)	94	55	55	12	0	0	0	7	0	0	0	1	0	0	9	0	0	1	0	0	0	4	0	1	0	9	0	0	0	0	1	3	6	1	0	0	0
Bors (Tude-et-Lavalette)	194	121	113	7	0	0	0	17	0	0	0	4	0	4	6	0	0	8	0	0	3	4	1	4	0	29	0	0	0	0	3	6	17	0	0	0	0
Le Bouchage	124	81	71	6	0	0	0	10	0	1	0	1	0	2	4	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	30	0	0	0	0	0	11	4	0	0	0	0
Bouëx	709	389	364	18	0	0	0	59	0	2	0	3	0	9	17	0	0	19	0	0	7	4	6	9	0	146	0	0	0	0	2	15	44	3	1	0	0
Bourg-Charente	626	345	320	20	0	0	0	81	0	1	0	12	0	9	13	0	0	17	0	0	7	8	3	9	0	67	0	0	0	0	0	38	30	4	1	0	0
Bouteville	268	142	136	4	0	0	0	26	0	0	0	2	0	3	0	0	0	4	0	0	1	1	0	8	0	38	0	0	0	0	1	30	13	3	2	0	0
Boutiers-Saint-Trojan	1153	661	626	38	0	0	0	164	0	1	1	11	0	13	40	0	0	18	0	0	6	12	3	20	0	136	0	0	0	0	5	57	88	12	1	0	0
Brettes	126	65	61	4	0	0	0	13	0	0	0	0	0	1	4	0	0	1	0	0	2	3	0	3	0	18	0	0	0	0	3	3	6	0	0	0	0
Bréville	371	202	187	15	0	0	1	43	0	0	0	5	0	5	9	0	0	9	1	0	5	1	5	4	0	43	0	0	0	0	0	12	25	4	0	0	0
Brie	3141	1596	1482	130	0	0	0	280	0	7	1	0	0	33	137	0	0	56	0	2	25	41	22	51	0	331	0	0	2	3	9	85	235	27	5	0	0
Brie-sous-Barbezieux	105	55	54	6	0	0	0	10	0	0	0	0	0	3	4	0	0	4	0	0	1	3	0	1	0	12	0	0	0	0	0	5	4	1	0	0	0
Brie-sous-Chalais	146	98	88	9	0	0	0	18	0	0	0	0	0	1	2	0	0	6	0	0	0	2	0	2	0	38	0	0	0	0	0	4	6	0	0	0	0
Brigueuil	722	407	364	44	0	0	0	61	0	2	1	6	0	15	20	0	0	19	0	0	6	11	1	10	0	102	0	0	0	0	1	30	31	3	1	0	0
Brillac	430	257	232	25	0	0	0	30	0	0	0	2	0	2	18	0	0	17	0	0	0	9	1	10	0	56	0	0	0	0	2	30	26	3	1	0	0
Brossac	350	200	185	14	0	0	0	36	0	1	0	2	0	4	8	0	0	16	0	0	3	4	6	8	0	41	0	0	0	0	1	5	32	4	0	0	0
Bunzac	370	207	193	25	0	0	0	31	0	0	0	4	0	4	11	0	0	5	0	0	2	7	0	8	0	52	0	0	0	0	0	13	23	8	0	0	0
Cellefrouin	440	225	208	23	0	0	0	22	0	0	0	1	0	3	10	0	0	2	0	0	2	8	1	7	0	90	0	0	0	0	2	9	21	5	2	0	0
Cellettes	302	153	139	20	0	0	0	7	0	0	0	2	0	3	6	0	0	10	0	0	6	5	0	3	0	53	0	0	0	0	0	3	15	6	0	0	0
Chabanais	1280	646	597	68	0	0	0	108	0	3	1	10	0	27	43	0	0	33	0	1	9	30	3	20	0	132	0	0	1	0	4	53	40	10	1	0	0
Chabrac	399	224	200	20	0	0	0	34	0	1	0	4	0	3	11	0	0	10	0	0	4	5	5	7	0	59	0	0	0	0	4	20	11	1	1	0	0
Chadurie	376	189	179	9	0	0	0	29	0	0	0	2	0	4	6	0	0	5	0	0	1	7	0	15	0	52	0	0	0	0	4	20	18	5	2	0	0
Chalais	1240	646	610	32	0	0	0	100	0	1	0	9	0	15	35	0	0	23	1	0	8	11	5	23	0	216	0	0	0	0	2	46	67	13	3	0	0
Challignac	255	124	115	16	0	0	0	18	0	0	0	1	0	3	13	0	0	8	0	0	3	4	3	8	0	18	0	0	0	0	0	8	9	3	0	0	0
Champagne-Mouton	671	351	321	28	0	0	0	53	0	0	0	4	0	4	22	0	0	15	1	0	5	9	4	16	0	94	0	0	0	0	1	11	42	10	2	0	0
Champagne-Vigny	183	117	111	10	0	0	0	31	0	1	0	3	0	5	6	0	0	7	0	0	1	4	1	2	0	22	0	0	0	0	0	4	12	2	0	0	0
Champmillon	438	243	230	25	0	0	1	49	0	0	0	1	0	3	11	1	0	11	0	0	4	0	2	5	0	68	0	0	0	0	0	15	31	3	0	0	0
Champniers	4473	2330	2196	143	0	0	2	508	0	6	1	42	0	46	155	0	0	82	1	0	21	43	17	82	0	524	0	0	1	0	18	126	336	37	5	0	0
Chantillac	222	109	104	10	0	0	0	13	0	1	0	1	0	7	7	0	0	7	0	0	0	7	0	1	0	29	0	0	0	0	0	8	9	4	0	0	0
La Chapelle	152	83	74	13	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	3	0	0	1	0	0	1	1	1	1	0	26	0	0	0	0	0	4	10	7	1	0	0
Charmé	277	154	144	12	0	0	1	38	0	1	0	4	0	4	6	0	0	5	0	0	0	3	2	3	1	32	0	0	0	0	1	9	17	4	1	0	0
Charras	244	157	146	16	0	0	1	20	0	0	0	2	0	3	10	0	0	7	0	1	3	7	4	7	0	44	0	0	0	0	1	5	10	4	1	0	0
Chasseneuil-sur-Bonnieure	2180	1216	1126	84	0	0	0	245	0	4	0	18	0	28	61	0	0	49	1	0	14	37	10	35	0	326	0	0	0	0	13	75	99	18	9	0	0
Chassenon	673	405	356	43	0	0	0	75	0	1	0	3	0	9	20	0	0	13	0	0	13	19	2	4	0	109	0	0	0	1	1	9	28	5	1	0	0
Chassiecq	113	62	51	5	0	0	0	4	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	3	0	22	0	0	0	0	0	4	8	0	1	0	0
Chassors	870	501	480	23	0	0	0	88	0	2	0	9	0	22	17	0	0	19	0	0	4	4	7	10	0	172	0	0	0	0	5	35	51	12	0	0	0
Châteaubernard	2733	1439	1363	80	0	0	1	342	0	5	0	25	0	23	82	0	0	59	0	0	17	38	13	56	0	369	0	0	0	0	11	82	127	28	5	0	0
Châteauneuf-sur-Charente	2387	1273	1196	89	0	0	0	278	0	2	0	17	0	24	54	0	0	39	0	1	17	13	8	53	1	358	0	0	3	0	6	61	145	25	2	0	0
Châtignac	150	84	79	8	0	0	0	22	0	1	0	1	0	0	4	0	0	2	0	0	0	0	2	2	0	20	0	0	0	0	0	5	11	1	0	0	0
Chazelles	1188	621	584	47	0	0	0	127	0	5	0	5	0	7	33	0	0	20	0	0	7	15	2	14	0	166	0	0	2	0	3	35	78	17	1	0	0
Chenon	129	76	74	6	0	0	0	13	0	0	0	1	0	3	2	0	0	0	0	0	1	6	0	4	0	26	0	0	0	0	1	3	6	2	0	0	0
Cherves-Châtelars	310	164	147	18	0	0	0	28	0	0	0	2	0	2	6	0	0	9	0	0	6	6	1	4	0	42	0	0	0	0	0	14	8	1	0	0	0
Cherves-Richemont	1887	960	902	70	0	0	0	198	0	3	0	16	0	17	53	0	0	41	0	0	9	26	9	19	0	217	0	0	2	0	6	83	108	23	2	0	0
La Chèvrerie	115	67	60	4	0	0	0	15	0	0	0	0	0	0	1	0	0	9	0	0	0	2	0	2	0	16	0	0	0	0	0	5	6	0	0	0	0
Chillac	157	81	75	5	0	0	0	13	0	0	0	1	0	4	6	0	0	9	0	0	0	6	1	1	0	17	0	0	0	0	1	2	7	0	2	0	0
Chirac	566	311	287	33	0	0	0	57	0	0	0	4	0	10	15	0	0	11	0	0	5	37	2	7	0	53	1	0	0	0	2	16	28	4	2	0	0
Claix	732	391	372	29	0	0	0	77	0	1	0	5	0	11	18	0	0	11	0	0	0	9	4	19	0	106	0	0	0	0	1	24	45	8	1	0	3

■ Ils ont progressé au Parlement européen ■ Mais les groupes d'extrême droite, eurosceptiques et europhobes sont encore loin du front commun.

Marine Le Pen, Matteo Salvini et Victor Orban notamment restent désunis, avec des lignes politiques parfois contradictoires. Photos AFP

Victoire en trompe-l'œil des eurosceptiques

Les différents partis populistes et eurosceptiques représentent plus de 170 sièges sur 751, notamment grâce aux bons scores des partis d'extrême droite de Marine Le Pen en France et de Matteo Salvini en Italie. S'ils parvenaient à se fédérer, ils pourraient représenter la 2e ou la 3e force du Parlement. Mais ils restent pour l'instant un groupe disparate, dont les lignes politiques sont souvent contradictoires.

Une difficulté évidente oppose par exemple Matteo Salvini au Premier ministre hongrois Viktor Orban, dont le parti au pouvoir, le Fidesz, enverra 13 eurodéputés à Strasbourg, un nombre important pour la constitution d'un groupe puissant. Le succès de Matteo Salvini repose en effet en grande partie sur la promesse que les migrants en provenance d'Afrique du Nord qui arrivent en Italie puissent rapidement être envoyés dans d'autres États de l'UE, une idée que Viktor Orban rejette catégoriquement.

Le kaléidoscope politique que constituent les partis eurosceptiques et europhobes en Europe est rempli de ce genre de contradictions, ainsi que de vieilles querelles, qui rendent les alliances potentielles très volatiles, voire impossibles.

En 2014, le Britannique Nigel Farage, du parti Brexit, a ainsi rejeté tout lien avec Marine Le Pen, dénonçant un positionnement trouble sur l'antisémitisme.

Le parti de droite eurosceptique au pouvoir en Pologne (PiS) évite pour sa part Marine Le Pen à cause de son positionnement pro-russe. Viktor Orban a aussi rejeté ses avances.

«Je ne crois pas au groupe unique»

Il y a donc peu de chances que Marine Le Pen et Matteo Salvini (dont les partis représentent ensemble 50 sièges au Parlement européen) parviennent, comme ils le souhaitent, à regrouper ces forces eurosceptiques dans l'hémicycle. «*L'extrême droite ne sera pas assez importante pour bloquer le processus législatif*», souligne Pelle Christy d'Eurafflex, une société de conseil à Bruxelles.

> **On ne peut pas dire que les députés FN élus en 2014 aient bloqué grand-chose (...) C'est à peine un pouvoir de nuisance.**

«*Je ne crois pas au groupe unique*», explique aussi Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrémisme politique à la Fondation Jean-Jaurès à Paris. «*Les lignes sont trop divergentes et (Le Pen) suscite encore quelques méfiances*», développe-t-il.

Une autre grande question est de savoir quels engagements les eurosceptiques pourraient prendre une fois au Parlement en matière d'élaboration des politiques, les extrémistes ayant la réputation de parvenir à faire les gros titres... mais avec peu de suivi.

À Strasbourg, les observateurs s'accordent largement à dire que l'intérêt des eurodéputés d'extrême droite pour la politique de l'UE est resté tiède, au-delà de leurs prises de parole sur des sujets tels que le Brexit ou l'immigration, où l'influence réelle du Parlement est faible. «*On ne peut pas dire que les députés FN élus en 2014 aient bloqué grand-chose (...) C'est à peine un pouvoir de nuisance*», dit Sébastien Maillard de l'Institut Jacques-Delors.

Cela pourrait inciter le parti de Viktor Orban à rester au sein du groupe PPE, la droite majoritaire pro-UE, celui de la chancelière allemande Angela Merkel, déchiré sur la question de savoir s'il faut maintenir des liens avec lui. «*Orban va tout faire pour rester dans le PPE et peser sur les contradictions internes*» du groupe, où sa virulente rhétorique anti-migration a ses partisans, estime le politologue Marc Lazar. Compte tenu de son énorme score au niveau national, Viktor Orban «*n'a absolument aucun intérêt*» à s'impliquer avec Matteo Salvini et Marine Le Pen, tranche Jean-Yves Camus.

Autriche: le chancelier Kurz renversé

Le chancelier autrichien Sebastian Kurz, 32 ans, a été renversé hier par une motion de censure adoptée par les principaux partis d'opposition. Il a donné rendez-vous à ses soutiens pour les législatives anticipées de septembre. Le FPÖ ne lui a pas pardonné d'avoir été écarté sans ménagement du gouvernement à la suite des révélations désastreuses de l'Ibizagate. La coalition ÖVP-FPÖ a volé en éclats après la diffusion le 17 mai d'une vidéo piège tournée en 2017 sur l'île espagnole d'Ibiza, dans laquelle l'ex-chef du FPÖ, Heinz-Christian Strache, se montrait prêt à offrir à une fausse nièce d'un oligarque russe d'importants marchés publics en échange de financements illégaux. La chute de celui qui dirigeait le FPÖ depuis quatorze ans et occupait le poste de vice-chancelier dans la coalition formée 18 mois plus tôt avec la droite avait conduit au départ de tous les autres ministres FPÖ du gouvernement.

Allemagne: la coalition de Merkel vacille

L'incertitude quant à la capacité du gouvernement d'Angela Merkel de tenir jusqu'en 2021 est plus grande que jamais en Allemagne après le camouflet infligé au centre droit de la chancelière, et surtout à son allié social-démocrate, aux élections européennes. «*La débâcle du SPD fait tanguer la coalition*», jugeait ainsi le quotidien *Bild* hier. Le plus vieux parti d'Allemagne n'a recueilli que 15,8% des suffrages, en repli de plus de 11 points, se faisant doubler par des Verts qui multiplient par deux leur précédent score en obtenant 20,5% et deviennent la 2e force politique du pays. Trois figures de l'aile gauche du mouvement, dont le responsable des Jeunes du parti, Kevin Kühnert, ont pris la plume hier pour exiger que le SPD impose des réformes sociales ou claque la porte du gouvernement «*si nécessaire*» avant la fin prévue de la mandature actuelle. «*Nous n'avons pas pris un abonnement avec la droite*» pour gouverner ensemble, écrivent-ils dans leur appel.

Le chiffre

3 Trois prétendants sont en lice pour succéder à Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission: l'Allemand Manfred Weber, le Néerlandais Frans Timmermans et la Danoise Margrethe Vestager sont les chefs de file des trois grands groupes du nouveau Parlement et, à ce titre, ils peuvent briguer la présidence. Mais l'élu devra être adoubé par la majorité des chefs d'Etat et de gouvernement membres du Conseil européen lors d'un sommet les 20-21 juin, et obtenir ensuite les voix de la majorité des députés européens (376) lors d'un vote prévu au cours de la 2e session du Parlement à la mi-juillet.

Bataille pour les postes clés de l'UE en vue

Les discussions pour les postes clés des institutions de l'UE - déjà sujettes à un intense lobbying politique des États membres et des partis en temps normal - s'annoncent acharnées après les Européennes qui ont accouché d'un Parlement plus fragmenté. «*Le soutien au sein des partis traditionnels a quelque peu glissé du centre-droit et du centre-gauche vers les libéraux et les Verts, c'est-à-dire vers des groupes dont les idées sont souvent à l'exact opposé*», observe Holger Schmieding, chef économiste chez Berengerg.

Un premier bras de fer s'annonce entre le Parlement européen et le Conseil, qui regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement. Le premier, fort d'un bond de la participation, estime que le futur président de la Commission européenne doit être l'un des candidats tête de liste. Mais «*aucune famille politique n'est suffisamment forte pour que son candidat s'impose*», rappelle Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques-Delors.

Les grandes manœuvres ont commencé

Une équation encore compliquée par l'exigence imposée par l'UE d'équilibres politiques, géographiques, démographiques, de parité hommes-femmes entre l'ensemble des postes de haut niveau: outre la Commission, il faudra nommer un nouveau président du Conseil, de la Banque centrale européenne ou encore le très convoité poste de chef de la diplomatie.

Les grandes manœuvres sont en tout cas déjà lancées, alors qu'un dîner entre les 28 dirigeants de l'UE est prévu ce soir pour échanger sur les prochaines nominations. Emmanuel Macron recevait hier soir à dîner le Premier ministre socialiste espagnol Pedro Sanchez, avant de déjeuner aujourd'hui à Bruxelles avec plusieurs dirigeants. Ces derniers jours, il avait reçu le Néerlandais Mark Rutte et le Portugais Antonio Costa et a également appelé dimanche soir la chancelière Angela Merkel.

Emmanuel Macron a reçu hier le chef du gouvernement espagnol socialiste Pedro Sanchez qu'il voit comme un allié sur la scène européenne. Photo AFP

AUTOMOBILE

Fiat-Renault: le projet de fusion présenté

Marier Fiat Chrysler (FCA) et Renault pour donner naissance à un mastodonte pesant plus de 30 milliards d'euros en Bourse? L'offre présentée hier par le constructeur italo-américain donnerait naissance au 3e *«fabricant d'équipement d'origine»* (FEO) mondial, avec des ventes annuelles de 8,7 millions de véhicules et une *«forte présence dans des régions et segments clés»*, a estimé Fiat Chrysler. La nouvelle entité serait détenue à 50% par les actionnaires du constructeur italo-américain et à 50% par ceux de Renault. FCA a assuré que la fusion ne se traduirait par aucune fermeture de sites de production mais le deuxième syndicat de Renault, la CGT, a exigé que l'Etat français conserve *«une minorité de blocage»* en cas de fusion, en redoutant *«de nouvelles suppressions d'emplois»*.

CONSOMMATION

Hausse généralisée des carburants

Le gazole, carburant le plus vendu avec près de 80% des volumes, s'affichait la semaine dernière à 1,4898€ le litre en moyenne, en hausse de 0,82 centime, selon le ministère de la Transition écologique et solidaire. De son côté, le litre d'essence sans plomb 95 (SP95) a augmenté de 1,48 centime à 1,5943€, à des niveaux plus vus depuis 2013. Le sans plomb 98 (SP98) a atteint 1,6551€ le litre, progressant de 1,43 centime.

OMS

Le burn-out est bien une maladie professionnelle

Le burn-out, un concept souvent traduit par *«épuisement professionnel»*, a fait son entrée dans la Classification internationale des maladies de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui sert de base pour établir les tendances et les statistiques sanitaires.

Cette liste, qui repose sur les conclusions d'experts de la santé dans le monde entier, a été adoptée par les États membres de l'OMS, réunis depuis le 20 mai, et jusqu'au 28 mai, à Genève dans le cadre de l'Assemblée mondiale de l'organisation.

Le burn-out fait son entrée dans la section consacrée aux *«problèmes associés»* à l'emploi ou au chômage et porte désormais le nom de code QD85. Dans cette nouvelle classification, appelée CIP-11, il y est décrit comme *«un syndrome (...) résultant d'un stress chronique au travail qui n'a pas été géré avec succès»* et qui se caractérise par trois éléments: *«un sentiment d'épuisement»*, *«du cynisme ou des sentiments négativistes liés à son travail»* et *«une efficacité professionnelle réduite»*. La nouvelle CIP-11 entrera en vigueur le 1er janvier 2022.

Le registre de l'OMS précise que le burn-out *«fait spécifiquement référence à des phénomènes relatifs au contexte professionnel et ne doit pas être utilisé pour décrire des expériences dans d'autres domaines de la vie»*.

La France contre

Cette décision de l'OMS fera-t-elle changer d'avis la Haute Autorité de santé en France? En mai 2017, l'institution, présidée par Agnès Buzyn, avait en effet rendu un avis défavorable à la reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle. Dans l'Hexagone, un salarié sur trois dit avoir fait un burn-out au cours de sa carrière.

Photo d'illustration AFP

La classification CIP-11 comporte par ailleurs de nouveaux chapitres, dont un consacré à la santé sexuelle. Il recouvre des affections auparavant classées ailleurs, comme l'*«incongruence de genre»*, à savoir le transsexualisme, classée jusqu'alors avec les troubles mentaux. Le trouble du jeu vidéo a été ajouté à la section sur les troubles de la dépendance.

Régime d'averses.

Temps variable, avec alternance d'éclaircies et de passages nuageux, parfois porteurs d'averses, pouvant s'accompagner d'un coup de tonnerre. Vent de Nord-Ouest, modéré à assez fort sur la côte. Rafales pouvant atteindre 60 à 70 km/h sous averses.

Mercredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
10° 19°	9° 20°	7° 19°	7° 19°

Jeudi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
11° 21°	11° 23°	9° 22°	8° 22°

Vendredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
12° 24°	12° 26°	11° 26°	12° 26°

Samedi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
15° 28°	15° 30°	13° 30°	13° 29°

Dimanche

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
16° 28°	16° 30°	15° 30°	15° 30°

Lundi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
14° 22°	15° 24°	14° 24°	14° 23°

HIER	Mini	16h
Angoulême	13°	16°

Macron à l'assaut de la nouvelle Europe

APRÈS LE SCRUTIN EUROPÉEN Les grandes manœuvres ont débuté pour réorienter la politique européenne. Bras de fer en vue entre le président français et la chancelière Merkel

Christophe Lucet
c.lucet@sudouest.fr

Les résultats définitifs de l'élection des eurodéputés tout juste connus, les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-Sept ont rendez-vous aujourd'hui (à 18 h), à Bruxelles, pour tirer les leçons du scrutin. Et décider la répartition des postes clés pour la période 2019-2024. En jeu, la succession de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission (le gouvernement de l'UE), et celle du Polonais Donald Tusk à la tête du Conseil européen (qui regroupe les chefs d'État et de gouvernement). Avec en ligne de mire un affrontement Emmanuel Macron-Angela Merkel.

1 Pour ou contre Manfred Weber, le patron des conservateurs

En vertu de la théorie des « Spitzenkandidaten », la succession du Luxembourgeois à la tête de la Commission est promise à la tête de liste du parti vainqueur, qui doit être adoubé par le Parlement. Or le PPE (droite conservatrice) est arrivé en tête avec 180 élus, ce qui ferait de l'Allemand Manfred Weber le successeur. Problème : le Conseil européen, censé proposer les candidats devant le Parlement, veut avoir son mot à dire. Et certains leaders – dont Emmanuel Macron ou le Néerlandais Mark Rutte – ne veulent pas de ce système de désignation automatique, ni de la candidature du Bavarois, qui n'aurait pas l'envergure nécessaire. Autre problème : Weber est soutenu par Angela Merkel, ce qui laisse augurer un bras de fer inédit Paris-Berlin. En tout cas, un difficile marchandage.

2 Un nouvel équilibre à trouver dans un Parlement éclaté

Les résultats quasi définitifs du scrutin confirment que l'équation s'est compliquée au Parlement de Strasbourg. Affaibli par la perte de 37 sièges et le risque de voir filer vers l'extrême droite les 13 sièges du Hongrois Orban, le PPE reste néanmoins le parti sans lequel rien ne peut se faire. Car les sociaux-démocrates (145 sièges), qui cogéraient les institutions avec la droite, ont aussi perdu des plumes malgré une belle résistance en Espagne, au Portugal ou aux Pays-Bas ; et leur résultat intègre la présence de 14 travaillistes britanniques qui pourraient s'évaporer pour cause de Brexit.

Cette fragilité ne touche pas le PPE (les conservateurs anglais, par ailleurs laminés, siégeaient à part), mais concerne le groupe social-libéral ALDE (108 sièges), renforcé par les 23 eurodéputés macronistes français, mais qui pourrait perdre les 15 élus « lib-dems » britanniques.

Quant aux Verts (69 sièges), leur poids, malgré l'élan écologiste qui s'est manifesté à travers l'Europe et fait d'eux le partenaire courtisé de toute coalition, n'est pas encore suffisant pour être décisif.

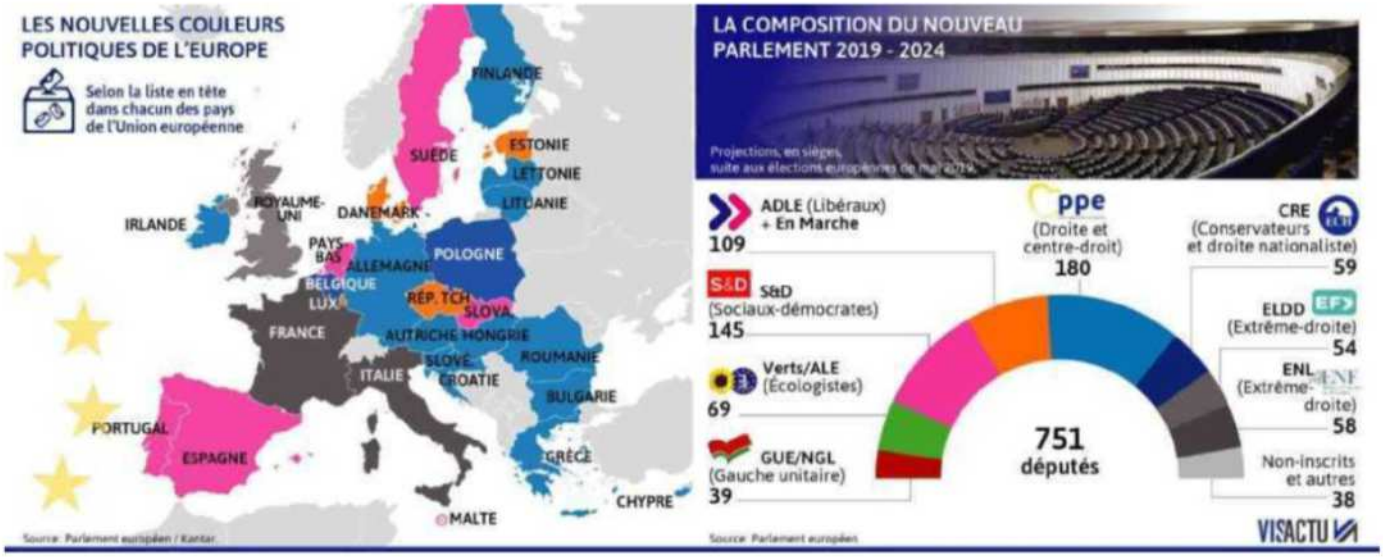
3 L'Espagne supplante l'Italie en tête du convoi européen

L'Espagnol Pedro Sanchez est le seul chef de gouvernement socialiste à être arrivé en tête. Avec 32,84 % des voix et 18 eurodéputés, le PSOE va peser lourd dans le groupe social-démocrate à Strasbourg. Et sa tête de liste, Josep Borrell, qui a déjà présidé le Parlement européen (2004-2007), brigue le poste de Haut représentant de la diplomatie européenne. Ce retour des Espagnols, qui rêvent d'un axe Madrid-Paris-Berlin, coïncide avec un certain effacement de l'Italie, puisque 47 des 73 eurodéputés italiens (28 de la Ligue de Salvini, 14 du « Mouvement 5 étoiles » et 5 des « Fratelli d'Italia ») vont siéger dans l'opposition eurosceptique, limitant ainsi l'influence de Rome dans les décisions.

Un bras de fer inédit s'annonce entre Angela Merkel et Emmanuel Macron au sujet du successeur de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission européenne. ARCHIVES AFP

4 L'affaiblissement de la gauche protestataire

Le piètre score de La France Insoumise n'est pas un fait isolé. En Espagne, la coalition de gauche menée par Podemos ne recueille que 10 % (5 sièges). Et en Grèce, le parti Syriza d'Alexis Tsipras, figure de proue de la gauche radicale en Europe, a été battu par les conservateurs de Nouvelle Démocratie, ne recueillant que 6 sièges (sur 21). À Strasbourg, ce groupe ne comptera plus que 39 élus, contre 52 dans la précédente législature. Une situation qui contraste avec la pétulante santé des protestataires d'extrême droite (lire page 4).



LA VALSE DES POSTES CLÉS A COMMENCÉ

La nouvelle législature du Parlement de Strasbourg (2019-2024) débute le 1er juillet. Elle coïncide avec le changement à tous les postes de responsabilité.

COMMISSION EUROPÉENNE. Qui pour remplacer Jean-Claude Juncker à la tête de l'exécutif ? Le conservateur allemand Manfred Weber a une longueur d'avance. Mais à ce stade, le socialiste néerlandais Frans Timmermans et la libérale danoise Margrethe Vestager (photo), qui menaient l'un les sociaux-démocrates, la seconde les libéraux, sont candidats naturels. Si aucun des trois n'est désigné, des outsiders pourraient sortir du chapeau : le Français Michel Barnier, la Bulgare Kristalina Gueorguieva, et d'autres.

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE. Le mandat de l'Italien Mario Draghi, ex-gouverneur de la Banque d'Italie, qui avait succédé, en 2011, au Français Jean-Claude Trichet, à la tête de la BCE, arrive à expiration en novembre. Cette présidence est d'autant plus importante qu'en l'absence d'un ministre des Finances européen, c'est sur le gardien de la politique monétaire de l'Union que repose en bonne partie sa capacité à gérer une nouvelle crise financière si elle devait se produire.

CONSEIL EUROPÉEN. Le poste de président du Conseil des chefs d'État et de gouvernement, ce Parlement des États, est occupé depuis 2014 par le libéral polonais Donald Tusk, réélu en 2017. Le choix de celui (ou celle) qui lui succèdera dépend du choix du président de la Commission. Avec l'option consistant à prévoir un changement de titulaire à mi-course.

PARLEMENT EUROPÉEN. Qui pour remplacer l'Italien Antonio Tajani, qui avait lui-même succédé, en 2017, à l'Allemand Martin Schulz ? La question est d'autant plus cruciale que le rôle de l'Assemblée de Strasbourg est renforcé. Là aussi, la possibilité de désigner un changement de titulaire à mi-législature existe

DIPLOMATIE EUROPÉENNE. L'Italienne Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité depuis 2014, fait ses valises. La diplomatie européenne est toujours dans l'ombre de celle des États, mais son rôle est appelé à croître. Un candidat est connu : le socialiste espagnol Josep Borrell (photo).

« Gagner et exercer le pouvoir »

EELV Yannick Jadot veut bâtir un grand rassemblement en capacité de conquérir le pouvoir en 2022

« Sud Ouest » La porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye vous a tendu la main pour travailler avec vous au Parlement européen. Comptez-vous la saisir ?

Yannick Jadot Une telle proposition n'a aucun sens et montre une réelle méconnaissance du Parlement européen. Il va d'abord falloir que les députés LREM se mettent d'accord entre eux, au sein du groupe libéral qui est l'un des moins cohérents du Parlement. Il ne faut pas inverser les dynamiques.

Pourtant avec près de 105 élus, ce groupe des libéraux, où siégeront les élus LREM, sera central…

Contrairement à ce que dit souvent le groupe libéral, il fait partie de ceux qui ont gouverné les institutions européennes avec les sociaux-démocrates et le PPE. Les libéraux ont été au cœur de cette coalition. C'est un peu facile de s'en affranchir. La question, c'est donc de savoir si ce groupe continue de défendre le même agenda qui a prévalu jusque-là, c'est-à-dire une sorte de statu quo technocratique et libéral. Ou s'il s'inscrit dans une dynamique sur le climat, les paradis fiscaux, la santé.

Quelles seront vos priorités à Strasbourg ?

D'abord, aligner l'Europe sur l'objectif de 1,5 °C maximum de réchauffement climatique. Ce qui modifiera une bonne partie de nos politiques publiques. Et mettre fin aux 55 milliards d'euros de subventions aux énergies fossiles en Europe, pour investir massivement dans les énergies renouvelables et l'isolation des logements.

La réforme de la Politique agricole commune (PAC) se profile déjà. Quelle est votre position ?

Notre premier chantier sera de la réorienter vers la sortie des pesticides. Nous voulons aussi la fin des accords de libre-échanges qui ne sont plus des accords commerciaux, mais d'harmonisation par le bas des normes, surtout des normes environnementales et sociales.

Vous plaidez aussi pour une plus grande démocratisation du Parlement européen. Comment faire ?

Déjà, nous sommes au cœur du combat pour sortir les lobbys du processus de décision. Ensuite, nous avons proposé la création d'un Comité citoyen de surveillance et d'initiative sur l'Europe. Celui-ci réunira chaque mois des personnalités de la société civile, des chercheurs, des associations, des syndicalistes afin d'évaluer le travail des institutions européennes. On ne doit pas parler d'Europe seulement lors des élections. Mais en permanence.

Dès dimanche soir, vous avez évoqué la présidentielle de 2022. Êtes-vous d'ores et déjà candidat ?

Yannick Jadot : « Dans ce gouvernement, l'écologie est un discours, une promesse, mais ce n'est pas une action ». PHOTO AFP

Le sujet n'est pas ma candidature. J'ai évoqué les municipales, les régionales et l'échéance nationale de 2022. L'écologie a la responsabilité d'offrir une alternative gagnante en 2022, d'abord à l'extrême droite, mais aussi à la politique de résignation d'Emmanuel Macron qui, finalement, a rassemblé ceux qui ont échoué à droite et ceux qui ont échoué à gauche.

« Notre projet n'est pas de refaire la gauche plurielle de 1997 »

Cette « alternative gagnante » passe-t-elle par une alliance entre les Verts et le reste de la gauche ?

Ce que je veux, c'est bâtir un grand rassemblement autour de l'écologie et de la solidarité en capacité de conquérir le pouvoir et de l'exercer. Ce projet, nous le ferons avec ceux qui agissent déjà et veulent agir. Beaucoup de gens à gauche se sentent orphelins. Et beaucoup ont vocation à participer à cette dynamique, mais elle ne se construira pas sur une coalition de partis. Notre projet n'est pas de refaire la gauche plurielle de 1997. Le vote des jeunes ne doit pas s'inscrire dans le vieux monde politique du XXe siècle.

À la lueur des résultats de ces européennes, le départ de Nicolas Hulot du gouvernement a-t-il coûté cher à Emmanuel Macron ?

C'est son inaction qui lui coûte cher. En termes de réchauffement climatique et de perte de biodiversité. Et elle continue de placer le Rassemblement national en tête. Son renoncement coûte cher aux Français. Le départ de Nicolas Hulot a clarifié les choses : dans ce gouvernement, l'écologie est un discours, une promesse mais ce n'est pas une action.

Emmanuel Macron est-il, selon vous, le premier responsable de la victoire du RN ?

Il est tombé dans le piège de ses prédécesseurs : combattre l'extrême droite pendant les échéances électorales en appelant à l'unité, sur le thème « moi ou le chaos ». C'est la même recette depuis 2002. Or, les électeurs en ont marre de voter contre, de voter résignés. Cette stratégie banalise et crédibilise le Rassemblement national. Notre projet, c'est de permettre à chacun de voter pour.

Recueilli par Jefferson Desport

Une vague verte historique

Les écologistes européens ont enregistré, dimanche soir, un succès historique. Avec 20,9 % des voix, les Grünen allemands ont doublé leur score et marqué les esprits. En France, EELV est arrivée en troisième position, avec 13,47 %, derrière le Rassemblement national et La République en Marche, mais devant la droite et le PS. Au Royaume-Uni, les Greens ont pratiquement doublé leur score de 2014 et dépassé le Parti conservateur au pouvoir, avec plus de 12 % des voix également. Cette vague verte a aussi été enregistrée en Autriche, aux Pays-Bas, en Irlande ou en Scandinavie, où les formations écologistes sont au-delà ou proches des 10 %.

Résultat, avec près de 70 députés, selon les derniers résultats encore provisoires, dont 13 Français, les Verts européens pourraient même peser sur la composition de la Commission européenne et l'identité de son président.

Pas de grande vague brune

POPULISTES En tête dans plusieurs pays, les partis nationalistes ont aussi connu des déconvenues, dimanche. Une union large au Parlement sera difficile

Julien Rousset
j.rousset@sudouest.fr

Progression oui, « vague brune » non. Les formations d'extrême droite ont connu, dimanche, selon les pays, des fortunes diverses.

1 Succès en France, en Italie et au Royaume-Uni…

Avec 34 % des voix pour son parti, la Lega, en Italie, Matteo Salvini triomphe, et confirme qu'il est l'homme fort des droites populistes. Succès aussi, moins spectaculaire, pour Marine Le Pen en France, avec 23,3 % des voix. Le RN recule en pourcentage (24,8 % en 2014), mais la participation ayant été plus forte, progresse en nombre de suffrages, de 4,7 millions à 5,2 millions d'électeurs. « C'est, important, symboliquement, d'être premiers, mais le contexte était si favorable, avec les gilets jaunes, le rejet de Macron, la polarisation entre LREM et le RN, qu'on pouvait espérer mieux… » commente, en off, un militant aquitain. Edwige Diaz, conseillère régionale, juge la victoire « solide » : « Il y a un an, nous étions crédités de 16 % des intentions de vote ! Cette année, il y avait 34 listes. Il était plus difficile d'arriver à 25 % des voix comme en 2014. »

Vingt-trois eurodéputés représenteront le RN. Avec 28 élus, la Lega, qui n'en comptait que six jusqu'ici, prend l'ascendant. Une autre formation pèsera provisoirement : le parti du Brexit de Nigel Farage, mais ses 28 élus ne siégeront certainement pas pendant toute la mandature. Également gagnants de ce scrutin, le Vlaams Belang en Belgique et le PIS (droit et liberté) en Pologne.

2 … mais pas en Autriche, au Danemark et aux Pays-Bas

Les droites radicales n'ont pas atteint partout leur objectif. En Espagne, le parti Vox obtient 6 % des suffrages, contre 10 % lors des législatives du mois d'avril. Aux Pays-Bas, le Forum pour la démocratie, annoncé en tête, n'arrive qu'en quatrième position. Au Danemark, le Parti du peuple chute, de 26 % aux européennes de 2014, à 11 % avant-hier. En Autriche, le FPÖ, fragilisé par un scandale de corruption, régresse de 19,7 % en 2014 à 17,5 % des suffrages, et finit en troisième position.

> La plupart des partis dits eurosceptiques ont renoncé à sortir de l'Union européenne

3 Sortir de l'Union ? Plus question

Fait marquant de ces élections 2019 : la plupart des partis dits eurosceptiques ont renoncé à sortir de l'Union européenne. Un revirement à 180 degrés, sans doute lié au contre-exemple de l'interminable Brexit.

Le RN a abandonné l'idée d'une sortie de l'euro, qui fut pourtant, de 2012 à 2017, la clé de voûte de son projet économique. En Italie, Matteo Salvini écarte désormais l'hypothèse d'un référendum sur l'euro. En Allemagne, l'AFD est de plus en plus évasive sur un possible « Dexit ». En Hongrie, le très extrémiste Jobbik ne parle plus de sortie mais de « réforme » de l'Union européenne.

Matteo Salvini et Marine Le Pen lors du rassemblement des droites nationalistes qui se tenait à Milan du 23 au 26 mai. PHOTO MIGUEL MEDINA/AFP

4 Un groupe commun ? Pas si simple

Dans la mandature qui vient de s'achever, les députés nationalistes étaient dispersés dans trois groupes : l'Europe des nations et des libertés (ENL), qui comptait une petite quarantaine d'élus (RN, Lega, FPÖ), ELDD, qui rassemble des partis souverainistes, et le CRE, les « conservateurs et réformistes européens », alliance dont les Polonais du PIS sont la colonne vertébrale.

Ces trois groupes disposent depuis dimanche, au total, d'environ 170 sièges. Près d'un quart de l'hémicycle. La constitution d'un seul et même bloc des « nationaux » paraît bien peu probable, tant les divergences sont profondes. Par exemple, sur le lien avec la Russie, dont la Lega et le RN sont très proches, tandis que les partis conservateurs de l'Est de l'Europe, en particulier le Pis Polonais, sont obsédés par leur indépendance vis-à-vis du régime de Vladimir Poutine.

« Nous pouvons compter sur un groupe de 80 députés au minimum. Nous pouvons devenir le troisième groupe au Parlement, estime Edwige Diaz. Les négociations sont loin d'être terminées. En 2014, il nous avait fallu un an pour constituer un groupe. »

Wauquiez dans la tourmente

LES RÉPUBLICAINS Ouvertement critiqué, le président du parti a proposé des états généraux

Bien avant que le verdict de ces européennes ne soit proclamé, dimanche soir, Laurent Wauquiez, le patron des Républicains, savait que tout score en dessous des deux chiffres serait synonyme de crise interne. Seulement, il n'imaginait certainement pas que le conservateur François-Xavier Bellamy, qu'il a lui-même choisi comme tête de liste, signerait le pire score de l'histoire de la droite, 8,5 %.

Une véritable sortie de route qui place aujourd'hui les Républicains et son président en pleine tourmente. Et la droite au bord du précipice, totalement dépassée, sinon siphonnée, par Le Rassemblement national d'un côté et la République en Marche de l'autre. Signe de l'ampleur de cette claque, la droite a été laminée dans ses bastions traditionnels. Les socialistes le savaient déjà : il n'y a plus de fiefs imprenables. Les Républicains viennent d'en faire l'expérience. Dans le XVI[e] arrondissement de Paris, où François Fillon avait réalisé le score de 58,45 % en 2017, LR a rassemblé 24,22 % des suffrages exprimés, contre 46,10 % pour La République en Marche. Dans les Alpes-Maritimes, LR n'a recueilli que 11,43 %, loin derrière le RN (29,77 %) et LREM (21,59 %), quand François Fillon avait atteint 27,39 %.

Dès hier matin, Valérie Pécresse, la présidente de la Région Île-de-France, a dégainé la première estimant, sur RTL, qu'à la place de Laurent Wauquiez, elle démissionnerait de la présidence du parti. Bruno Retailleau, le chef de file des sénateurs LR, héritier de François Fillon, a estimé, lui, que le risque était celui de « la disparition ». Rien de moins. Geoffroy Didier, le directeur de campagne de François-Xavier Bellamy, a demandé à la droite d'abandonner son « conservatisme sociétal ».

« À l'écoute de tous »

Alors qu'un bureau politique était organisé, hier soir, au siège des Républicains, le patron a proposé « des états généraux » à la rentrée. Le but : « tout remettre à plat ». Soit : « Les valeurs, le projet, le fonctionnement et la stratégie d'alliance. » Un virage à 180 degrés par rapport à ses premiers mois de présidence. Fortement critiqué pour son autoritarisme et pour avoir imposé une ligne identitaire, qui a provoqué le départ des juppéistes et des centristes, Laurent Wauquiez veut à présent se « mettre à l'écoute de tous ceux qui veulent reconstruire ». Pas le plus simple des chantiers.

J. D.

Laurent Wauquiez est ouvertement critiqué dans son camp. PHOTO AFP

ÉCHOS DES EUROPÉENNES

Un échec d'Emmanuel Macron pour les Français

SONDAGE Près de 60 % des Français interrogés estiment que le Président doit procéder à un remaniement selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour France Info et le Figaro, publié hier. Près de deux Français sur trois (63 %) jugent que la courte défaite de LREM, arrivée deuxième derrière le RN aux européennes, est un échec personnel pour Emmanuel Macron, 36 % des sondés estiment le contraire et 1 % ne se prononce pas.

Le Parti du Brexit largement en tête

GRANDE-BRETAGNE Le Parti du Brexit du populiste Nigel Farage, partisan d'une rupture nette avec l'Union européenne, est arrivé nettement en tête des européennes au Royaume-Uni, accentuant la pression sur les Conservateurs au pouvoir, relégués à la cinquième place, et renforçant l'hypothèse d'une sortie sans accord. Les électeurs ont durement sanctionné le Parti conservateur de la Première ministre Theresa May, qui a déploré des résultats « très décevants », les Tories ayant obtenu environ 9 % des voix selon des résultats portant sur la quasi-totalité des votes.

La débâcle de Podemos

ESPAGNE Podemos, qui avait conquis en 2015 les plus grandes villes espagnoles avec les autres mouvements de gauche radicale, a perdu ces municipalités et essuyé une défaite humiliante dans les urnes, victime de ses divisions. Le triple scrutin européen, régional et municipal, qui a vu le Parti socialiste (PSOE) du chef du gouvernement Pedro Sanchez arriver en tête, a viré à la débandade pour le parti de Pablo Iglesias. Podemos, qui avait connu en 2015 une ascension fulgurante en revendiquant l'héritage des manifestants « indignés » anti-austérité et anti-système, n'a obtenu que 10 % des suffrages aux européennes, contre 14,3 % aux législatives, il y a à peine un mois.

SUD OUEST.fr
Européennes : montée des Verts, chute de LR… Ce que les sondeurs n'ont pas vu venir.

Les listes en tête dans le Sud-Ouest

23,31%
Rassemblement national
23 sièges

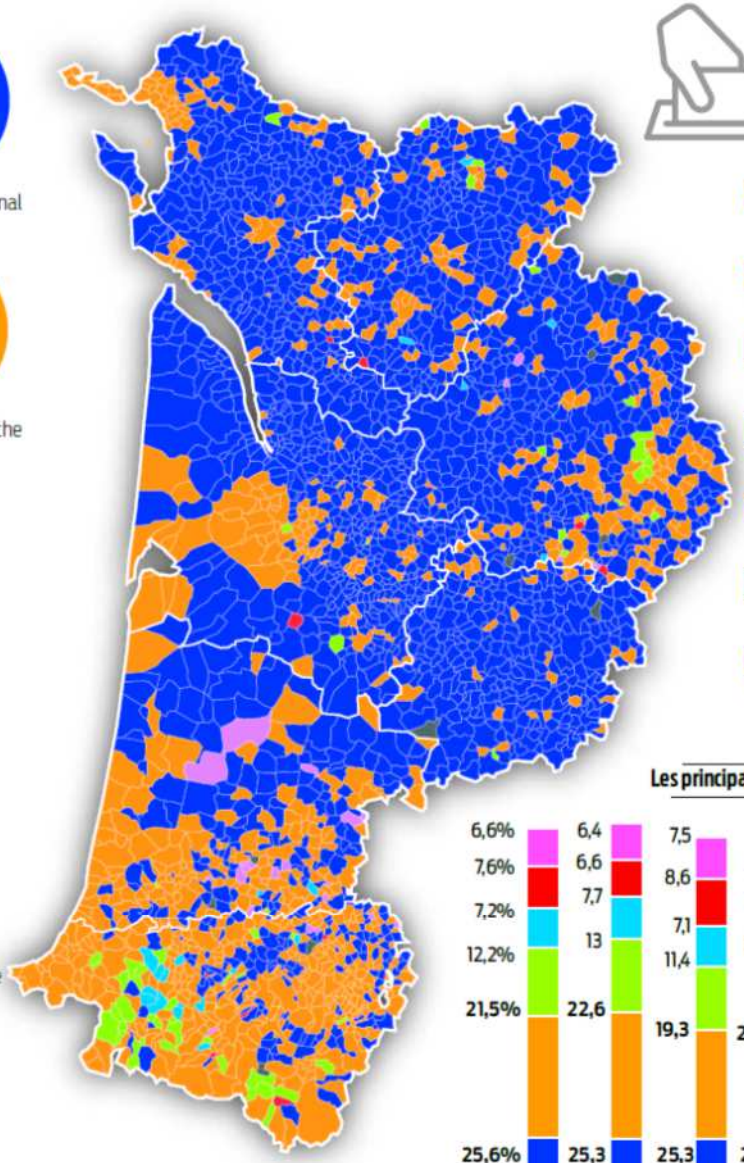
22,41%
La République en Marche
23 sièges

13,47%
Europe Écologie
13 sièges

8,48%
Les Républicains
8 sièges

6,31%
La France insoumise
6 sièges

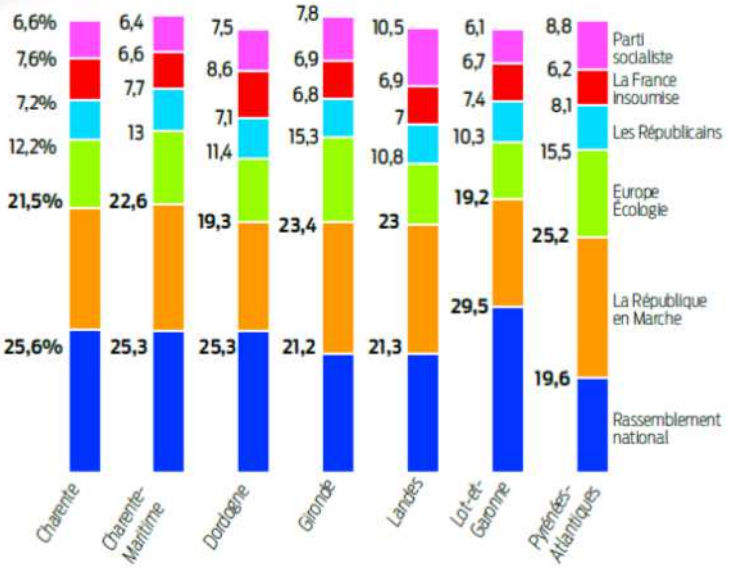
6,19%
Parti socialiste
6 sièges



En France
23 731 215 votants
50,12 % des inscrits

Angoulême LREM-Modem 24%	Bègles Europe Écologie 21,7%
Cognac LREM-Modem 24,4%	Mont-de-Marsan LREM-Modem 24,8%
La Rochelle LREM-Modem 27,1%	Dax LREM-Modem 28,2%
Rochefort RN 23,8%	Agen LREM-Modem 22,4%
Périgueux LREM-Modem 22,4%	Marmande RN 26,5%
Bergerac RN 24,5%	Pau LREM-Modem 27,4%
Bordeaux LREM-Modem 29,5%	Bayonne LREM-Modem 24,9%

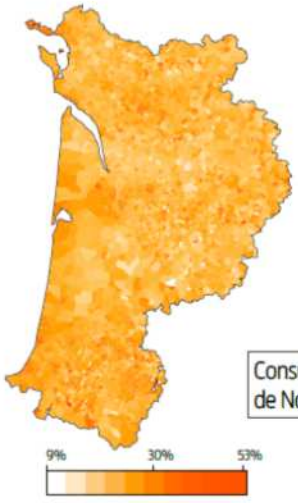
Les principaux résultats dans le Sud-Ouest



Rassemblement national

22,34%

Les électeurs de 1900 communes du Sud-Ouest ont placé la liste d'extrême droite en tête des suffrages, avec une forte représentation en Lot-et-Garonne où le parti de Marine Le Pen pèse près de 3 voix sur 10.



La République en Marche

22,28%

La liste de la majorité présidentielle a surtout repris des territoires aux partis de droite depuis les précédentes européennes en 2014 : 193 villes où la gauche était alors en tête ont basculé en sa faveur, mais 350 communes UMP et 228 communes Front national également. Dans les Pyrénées-Atlantiques, en Gironde et dans les Landes elle parvient à dépasser le RN.

Consultez les résultats détaillés de toutes les communes de Nouvelle-Aquitaine sur **SUD OUEST.fr**

Source : ministère de l'Intérieur

infographie

TROIS CLÉS **POUR COMPRENDRE**

Comment ont voté les électeurs français en fonction de leur âge

Surprise du scrutin européen, EELV arrive en tête chez les jeunes. Le Rassemblement national s'impose chez les actifs, alors que LREM a été plébiscitée par les seniors

En France, les jeunes ont massivement placé le parti écologiste EELV en tête. PHOTO ILLUSTRATION JOHN THYS/AFP

Dimanche, au moment de glisser leur bulletin dans l'urne, les jeunes Français ont eu la main verte. C'est l'un des principaux enseignements des élections européennes. À partir de deux enquêtes d'opinion, réalisées par Harris Interactive et Epoka pour TF1, LCI, RTL et « Le Figaro », et par Ipsos et Sopra Steria pour France TV et Radio France, le politologue bordelais Vincent Tiberj analyse les résultats pour chacune des classes d'âge.

1 Les 18-24 et les 25-34 ans se mettent au vert

Mobilisés depuis plusieurs mois pour la défense de l'environnement, notamment à travers leurs « grèves pour le climat », les jeunes Français ont massivement choisi Yannick Jadot. Selon les deux enquêtes, la tête de liste d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) aurait obtenu 22,1 à 25 % des voix chez les 18-24 ans, et 16,4 à 28 % chez les 25-34 ans. Il devance nettement Nathalie Loiseau (La République en Marche), créditée de 12 à 17 %, et Jordan Bardella (Rassemblement national), qui a recueilli, selon les sondages, entre 14 et 22,2 % des suffrages.

Selon Vincent Tiberj, la performance d'EELV « confirme que la participation des jeunes aux européennes est plutôt urbaine et diplômée, car on n'a pas tous les jeunes, les précaires, les chômeurs... C'est une tendance qui peut vraisemblablement s'inscrire durablement dans le paysage politique français car c'est la continuation d'un écologisme de société, incarné par EELV. » Le bon score du RN, lui, reflète « le vote des oubliés, de ceux qui se considèrent comme peu entendus ».

2 Les 35-59 ans au cœur du duel entre LREM et RN

Dans les deux enquêtes, si les données diffèrent quelque peu, le RN de Jordan Bardella arrive assez nettement en tête dans cette tranche d'âge, avec des chiffres oscillant entre 26 et 30 %, contre 16 à 21 % pour Nathalie Loiseau et 10 à 14 % pour Yannick Jadot.

« Ces 35-59 ans sont plutôt conformes à la logique, mise en avant par LREM et le RN, du duopole, entre d'un côté la France qui gagne, celle qui s'en tire plutôt bien, et de l'autre la France qui souffre », note Vincent Tiberj, qui hésite à affirmer que le bon score du RN a été alimenté par le vote des gilets jaunes. Chez ces actifs, le politologue note aussi que la gauche, avec EELV, LFI et le PS, « tire son épingle du jeu. C'est le vieux monde qui ne veut pas mourir. »

3 Les seniors fidèles à la majorité présidentielle

Chez les retraités, LREM fait un carton presque plein, avec environ le tiers des suffrages (32,3 à 33 %). Le RN, lui, navigue entre 20,6 et 23 %, alors que Les Républicains réalisent leur meilleur score, avec 15 à 16,1 %. Voir LREM aussi haut, ce n'est pas une surprise pour Vincent Tiberj, qui insiste sur le fait que les retraités mis en avant lors du mouvement des gilets jaunes ne représentent pas la majorité d'une classe d'âge, dont beaucoup sont « plutôt aisés ». « Ceux-là, souvent, sont légitimistes, ont tendance à voter pour le pouvoir en place », analyse-t-il.

Aussi, alors que le RN parvient à « parler à toutes les classes d'âge », LREM attire un électorat qui « penche de plus en plus à droite », note le politologue. « C'est intéressant de constater que LREM pense être le nouveau monde alors qu'elle est soutenue par l'ancien, poursuit-il. LREM est peut-être devenue un parti de droite comme les autres. »

Olivier Saint-Faustin

Renault dit oui à Fiat Chrysler

AUTOMOBILE Le conseil d'administration du groupe Renault a exprimé, hier, son « intérêt » pour le projet de fusion entre égaux proposé par l'italo-américain. Une union, qui changerait le rapport de forces avec Nissan

Nicolas César
n.cesar@sudouest.fr

Fiat Chrysler automobiles (FCA) cherchait depuis quelque temps un fiancé pour être en mesure de faire face aux bouleversements d'un marché automobile, invité à se « décarboner ». Alors que PSA Peugeot-Citroën semblait, jusque-là, tenir la corde, FCA a finalement jeté son dévolu sur Renault et a envoyé, dimanche soir, une lettre d'intention pour proposer une fusion à 50-50 des deux entreprises. Avec pour ambition de créer le troisième groupe automobile mondial (170 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 8,7 millions de véhicules vendus par an, ensemble). Une proposition bien accueillie, hier matin, par le conseil d'administration de la marque au losange, qui a exprimé son « intérêt ». Ce rapprochement créerait des synergies estimées à 5 milliards d'euros par an.

Pourquoi avoir choisi Renault ?

Fiat entend, ainsi, bénéficier des avancées de Renault en matière de voitures électriques, qui est leader sur ce segment en Europe. À l'inverse, dans ce domaine, l'italo-américain accuse un retard inquiétant. À tel point que FCA avait prévu de faire un gros chèque à Tesla pour éviter les futures amendes européennes. Car, dès 2021, Bruxelles veut imposer une moyenne de 95 grammes de CO2 par voiture et par kilomètre, contre 130 grammes aujourd'hui. En cas de non-respect, les amendes prévues sont lourdes : 95 euros par voiture et gramme excédentaire. La fusion changerait la donne puisque les autorités calculent l'émission moyenne sur l'ensemble des ventes annuelles d'un groupe.

Mais que va y gagner Renault ?

« Il y a une complémentarité géographique entre les deux entreprises », analyse Flavien Neuvy, directeur de l'Observatoire Cetelem de l'automobile. Fiat Chrysler, qui est bien implanté en Amérique du Nord, avec des marques comme Jeep, ouvrirait à Renault ces débouchés à plus fortes marges, où les véhicules de grands gabarits ont la cote. Jusque-là, la marque au losange est absente de ce marché, le deuxième au monde, après la Chine.

En outre, ensemble, les deux sociétés disposent d'un portefeuille large et complémentaire, du luxe au grand public. FCA est notamment bien positionné sur le haut de gamme avec Alfa Romeo et Maserati, mais aussi sur les citadines avec Fiat. Tandis que Renault a su percer le marché brésilien, russe et indien avec Dacia, sa marque low-cost.

À cela, il faut ajouter des économies d'échelle indispensables pour rentabiliser de lourds investissements à venir sur le véhicule électrique et autonome. « Les constructeurs ont investi 25 milliards d'euros dans l'électrification ces huit dernières années, ça va être dix fois plus, 250 milliards, dans les huit prochaines », estime Laurent Petizon, expert automobile pour Alix Partners.

« L'intérêt aussi, pour Renault, est que cette fusion inverserait le rapport de forces actuel avec Nissan, qui vend plus de voitures », avance Flavien Neuvy. Des arguments, qui ont encore plus de poids dans le contexte délicat de l'affaire Ghosn.

Fiat Chrysler automobiles a assuré que cette fusion n'aurait pas de conséquence sur l'emploi.
PHOTO ARCHIVES AFP

Nissan peut-il s'y opposer ?

Le groupe japonais, qui a toujours refusé une fusion avec Renault (qui détient 43 % de Nissan), n'est pas associé au projet. Or, Nissan possède 15 % de Renault et 34 % de Mitsubishi. « Ce n'est pas suffisant pour bloquer la transaction, qui diluerait de moitié les parts de Nissan dans Renault… », précise Flavien Neuvy. Dans l'absolu, Renault espère même que cela apaisera les tensions avec Nissan.

Quel impact sur l'emploi ?

Cette fusion ne doit pas entraîner de casse sociale et de fermetures d'usines, à en croire FCA, qui a balayé ces craintes. Et ce d'autant plus, que l'État français a réclamé des garanties sur l'emploi et l'outil industriel pour donner son feu vert. Même position du côté du gouvernement italien.

En revanche, qui va diriger l'ensemble ? La question est sensible, au regard de ce que les deux marques symbolisent dans leurs pays respectifs. L'actionnaire principal de la nouvelle société serait le groupe Exor, la holding de la famille Agnelli, qui détient 29 % de FCA, et devrait donc avoir 14,5 % du nouvel ensemble. Puis, il y aura l'État français (7,5 % au lieu de 15 %) et Nissan (7,5 % également). Le président pourrait être John Elkann, président d'Exor en tant qu'héritier de la famille Agnelli. Tandis que Jean-Dominique Senard, le patron de Renault, serait directeur général de la holding.

UN NOUVEAU GÉANT DE L'AUTOMOBILE ?

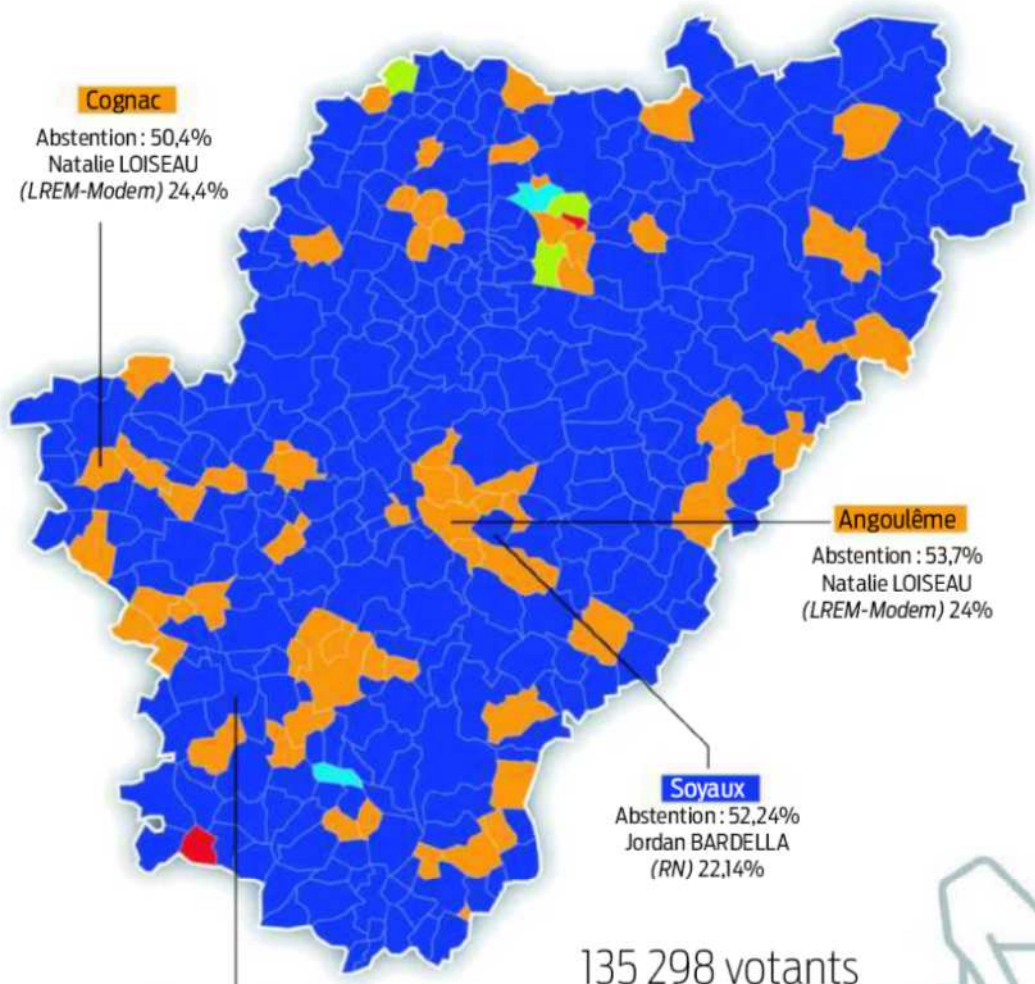
Ensemble, Renault (3,9 millions de véhicules vendus en 2018) et Fiat Chrysler (4,8 millions) constitueraient le troisième constructeur automobile mondial avec 8,7 millions de ventes.

Si on y ajoute, dans le cadre de l'Alliance, les partenaires japonais de Renault, à savoir Nissan (5,6 millions) et Mitsubishi Motors (1,2 million), cela représenterait un mastodonte, qui vend 15 millions de véhicules par an. Soit près d'une voiture sur six vendues dans le monde. Ce serait, de très loin, le numéro un mondial de l'automobile. Devant les groupes Volkswagen et Toyota qui ont vendu, chacun, un peu plus de 10 millions de voitures en 2018.

Le prix des carburants en hausse

CONSOMMATION Les prix des carburants routiers vendus dans les stations-service françaises ont progressé dans leur ensemble la semaine dernière, avec une hausse marquée pour le sans-plomb, selon des chiffres officiels publiés hier. Le gazole, carburant le plus vendu avec près de 80 % des volumes, s'affichait à 1,4898 euro le litre en moyenne, en hausse de 0,82 centime. Il reste toutefois toujours en deçà de son plus haut niveau de l'an dernier, lorsqu'il avait atteint 1,5331 euro le litre en octobre.

Les listes en tête dans vos communes



25,6% Rassemblement national

21,5% La République en Marche

12,2% Europe Écologie

7,6% la France insoumise

7,2% Les républicains

6,6% Parti socialiste

135 298 votants
52,5 % des inscrits

La République en Marche

66 communes

La liste de la majorité présidentielle s'impose dans les villes qui avaient essentiellement porté en tête l'UMP (27 communes) et le Front national (22) lors des Européennes en 2014.

Rassemblement national

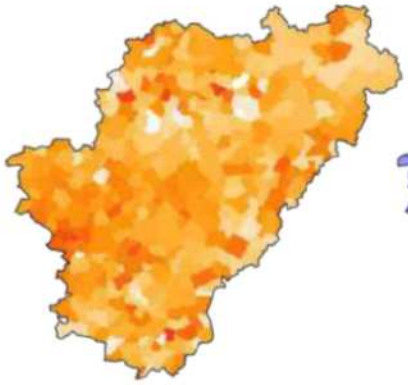
4,1 points d'écart

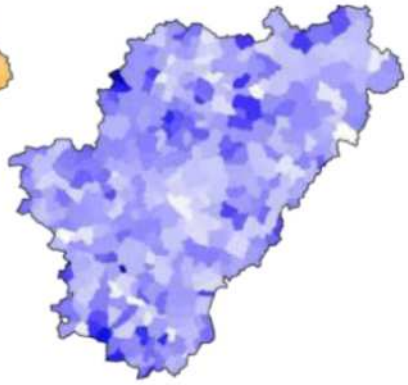
Dans le sud-ouest, après le Lot-et-Garonne c'est en Charente que le parti d'extrême droite obtient son score le plus élevé, mais avec « seulement » 4,1 points d'avance sur la liste LREM-Modem. L'écart est plus élevé en Dordogne.

L'abstention

47,5%

Le département se distingue par un taux d'abstention légèrement inférieur à la moyenne nationale (49,9%). Mais dans 24 communes le taux d'abstention a été supérieur à 2014.





Source : ministère de l'Intérieur

Infographie

Un château médiéval exhumé à Bouteville

PATRIMOINE Des fouilles préventives commandées par l'Agglo ont permis de découvrir les bases d'un donjon et un dispositif de fortifications enfouis sous le château de la Renaissance

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

Ils étaient là, quelques centimètres sous les touffes d'herbe, au milieu de la cour centrale. Les vestiges d'un donjon dormaient profondément dans les entrailles du château de Bouteville. Un château dans le château, en quelque sorte. Il a été réveillé par une opération de fouilles préventives initiée par l'Agglo de Grand-Cognac. Les collectivités redoutent souvent cette plongée dans le passé, qui peut sérieusement plomber la facture et la durée de réalisation d'un projet. À Bouteville, c'est tout l'inverse. L'Agglo a fait de la restauration de l'édifice de la Renaissance un de ses grands objectifs, un phare de sa politique patrimoniale. Le plan pluriannuel d'investissements de Grand-Cognac jusqu'en 2024 prévoit la coquette somme de 2,7 millions d'euros à cet effet.

Au milieu de la cour du château, les fouilles ont révélé les fondations d'un donjon. PHOTOS LOÏC DEQUIER

« On n'est pas déçu ! »

L'Agglo a préféré devancer les fouilles qui allaient naturellement s'imposer, en sollicitant un « diagnostic préventif archéologique » auprès du service régional de l'archéologie. Trois spécialistes, accompagnés d'un conducteur d'engin et d'un topographe, viennent de passer près d'un mois sur place. En partie couverte par un fonds national, l'intervention revient à environ 13 000 euros à Grand-Cognac.

« On se doutait que le site était riche. On n'est pas déçu ! », savoure le président Jérôme Sourisseau. L'Agglo a présenté hier le résultat de cette campagne pour transmettre son enthousiasme au grand public. Rapidement, au cœur du site, les archéologues sont tombés sur des murs de deux mètres d'épaisseur.

« L'hypothèse la plus probable est qu'il s'agit d'une tour maîtresse, d'un donjon d'époque médiévale, autour du XII[e] siècle. Ces édifices pouvaient mesurer 15 à 25 mètres de haut », décrypte Adrien Montigny, chargé d'études et d'opérations à l'Institut national de recherche archéologique. S'agit-il de sa base, ou y a-t-il un étage encore enterré ? On ne le sait pas encore. Il y a un petit millénaire, le sol semblait se situer bien en dessous du niveau actuel.

Maçonnerie circulaire

L'équipe de chercheurs a tapé juste dans ses sondages. « À l'entrée, il y avait un dôme dont la topographie m'intriguait », confie Adrien Montigny. Sous le monticule, il a découvert un système de fossé défensif, jusqu'à cinq mètres de profondeur. Idem dans un autre trou de l'autre côté du site. Il faut l'œil du spécialiste pour l'interpréter. « On voit le rocher taillé à la verticale. On se rend compte que le fossé a été remblayé avec les pierres du château médiéval. »

La maçonnerie circulaire exhumée au pied de l'aile sud, dans le prolongement du fossé, pourrait appartenir à une entrée du château initial. Elle « chemise » le rocher. Quelques céramiques aideront à mieux dater ces vestiges. Cet héritage du Moyen Âge n'est pas une surprise, l'église de Bouteville date de 1029. « Mais cette période est très peu documentée, contrairement aux époques suivantes. »

Ces prometteuses trouvailles ont déjà retrouvé le sommeil. Tout a été rebouché, pour les protéger, en attendant une opération de plus grande envergure. Ce premier jet sonne comme un encouragement.

APPEL AUX DONS

LA SOUSCRIPTION lancée pour soutenir la restauration du château de Bouteville, via la Fondation du patrimoine, reste timide, avec une cinquantaine de souscripteurs. « Cela est peut-être dû aux incertitudes sur le processus de défiscalisation », suppose Betty Fillioux, bénévole à la Fondation du patrimoine. Notre-Dame de Paris ne risque-t-elle pas de « phagocyter » les dons ? « Je ne crois pas. Au contraire, les gens prennent conscience qu'il y a beaucoup de monuments à restaurer. » L'Agglo espère voir la souscription prendre de l'essor. Elle lance par ailleurs un appel au don de mobilier ancien, du très haut Moyen Âge à la Renaissance, qui servira à des reconstitutions historiques sur le site.

SUD OUEST.fr
Plus d'images des fouilles et une vidéo à retrouver sur notre site.
Abonnés.

Les éléments de maçonnerie au pied de l'aile sud

Adrien Montigny montre les bases du donjon dans la cour

LE PIÉTON

A souri en apercevant cette affiche sur un mur de l'ancien hôpital, pour indiquer la présence du foyer des jeunes travailleurs. Le personnage fait penser à ce voyageur illustrant les fameux « guides du routard ». Une imagerie d'une autre époque... Quand le foyer des jeunes travailleurs renaîtra, il aura troqué son nom pour celui de « Résidence habitat jeunes ».

PHOTO PH. M.

AGENDA

AUJOURD'HUI

Théâtre. Représentation exceptionnelle organisée par le FSE du collège claude Boucher. Coll'n song (chorales du collège C.-Boucher et St-Joseph), théâtre, danses, orchestres... À 20 h, à L'Avant-Scène Cognac, 1 place Robert-Schumann. Adultes 3 €, scolaires (-18 ans) 1,5 € et gratuit - de 6 ans. Tél. 05 45 82 17 24.

Secours catholique. De 9 h 30 à 11 h 30, vente de vêtements à petits prix et réception des dons, au 13 rue Millardet. Ouvert à tous.

Expositions. De 14 h à 18 h, « Prix des incorruptibles », travaux d'élèves et « Peintures et douelles », par les élèves de l'atelier Beaux-Arts du Centre d'animation, à la bibliothèque.

« Porté par le courant ». De 13 h à 18 h, exposition toute en dentelle de papier, de l'artiste danoise Anja Madsen-Pernot, à l'Espace découverte. Tél. 05 45 36 03 65.

Exposition. De 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, œuvres de LA D'Jo sur le thème du cirque, à la librairie Le Texte libre. Tél. 05 45 32 20 52.

UTILE

« Sud Ouest » rédaction.
9 place François-I[er], 16 100 Cognac.
Courriel : cognac@sudouest.fr
Tél. 05 45 36 62 80
Fax : 05 45 36 62 89.

« Sud Ouest » publicité.
Tél. 05 45 36 62 85.
Fax. 05 45 36 62 89.

« Sud Ouest » abonnements.
Tél. 05 57 29 09 33.

Gourinchas ne devrait pas être candidat

MUNICIPALES Le maire se prépare à annoncer qu'il ne se représentera pas en 2020

Dimanche soir, les hommes politiques avaient les yeux rivés sur les résultats des élections européennes. Michel Gourinchas faisait partie de ceux-là, mais pour une raison particulière. Voici ce que le maire nous avait déclaré, voilà quelques mois, quand on l'interrogeait pour savoir s'il serait candidat à sa succession : « J'attends que les Européennes soient passées pour me décider. » Sous entendu : si le Rassemblement national gagnait à Cognac en 2019, l'ancien encarté PS se réservait le droit de briguer un troisième mandat, pour éviter que l'extrême droite ne remporte l'hôtel de ville en 2020.

Une perspective qui semble désormais s'éloigner. D'abord à la vue des résultats de dimanche : le RN (21,08 %) est arrivé nettement derrière LREM (24,40 %). « Au moins, les fachos ne sont pas en tête, a-t-il déclaré aussitôt les résultats publiés. Je suis extrêmement soulagé car c'était important pour moi. »

Michel Gourinchas a été élu maire en 2008. ARCHIVES PH.M.

Ses proches sont au courant

À l'inverse, peut-on imaginer que le maire serait reparti au combat si le RN avait fait la course en tête ? Cela semble improbable. Car dans les proches de Michel Gourinchas, certains confient : « Il ne repartira pas. » Le maire l'aurait annoncé, voilà quelques jours, à certains collaborateurs. Il devrait officialiser la nouvelle, en petit comité : plusieurs sources nous affirment que la réunion de majorité prévue ce soir servira à confirmer sa non-candidature.

L'intéressé, lui, entretient le suspense, un sourire aux coins des lèvres : « J'invite les journalistes à une conférence de presse lundi 3 juin, vous verrez bien. » L'intitulé est un rien badin : « Fin de la saison 2 : Michel Gourinchas briguera-t-il ou non un troisième mandat municipal ? Le suspense sera levé. » L'annonce officielle de la fin du mandat de Michel Gourinchas devrait mécaniquement ouvrir la voie à son chef de cabinet, Jonathan Muñoz, qui est déjà dans les starting-blocks.

Jonathan Guérin

CHERVES-RICHEMONT

Un jardin partagé et pédagogique

Depuis deux ans, l'école maternelle Jean-Marie-Weber a partagé avec l'équipe du Jardin respectueux de Châteaubernard la réalisation d'un jardin pédagogique. À leur niveau, tous les élèves ont participé au projet : hôtel à insectes, pergola, bacs à légumes et fleurs… Tout en étant attentifs aux oiseaux des alentours, à l'éclosion des œufs et au devenir des poussins.

Être reconnu établissement scolaire agent du développement durable était un défi à relever, et faire progresser les enfants sur « le long chemin du respect de l'environnement », un projet fédérateur qui a mobilisé le personnel de l'école, les parents et les familles, avec le concours de la municipalité.

Les élèves de l'école maternelle ont présenté un spectacle intitulé « Oh hisse ! Petit escargot ». PHOTO P.B.

Jard'in cherves

Au terme de ces deux années bien remplies, rappelées par la directrice Virginie Terronès, une soirée a été consacrée à la fête de l'école vendredi dernier.

Dès 16 h 30, il a été possible de rentrer dans la cour et dans les locaux, de s'approcher des stands de plants, nichoirs et accessoires, de découvrir la pergola, le poulailler mobile, l'hôtel à insectes, et d'échanger avec Rémi Marcotte et ses acolytes du Jardin respectueux. Un temps fort a été le choix du nom attribué au jardin : 58 propositions avaient été faites par les familles, quatre ont été retenues ; le vote final (81 voix) a élu « Jard'in Cherves ». Il restera désormais à faire vivre cet espace original qui, selon les créateurs, doit demeurer « ouvert et accueillant, accessible à tous ».

À partir de 18 h 30, la soirée s'est prolongée dans la salle des fêtes, avec le spectacle présenté par tous les élèves, « Oh hisse ! Petit escargot », avec des comptines, danses et chants dirigés par Julia Pain, du conservatoire de musique de Grand-Cognac.

Le verre de l'amitié a réuni ensuite, dans la cour de l'école, un certain nombre d'enfants et parents pour terminer ces bons moments autour du jardin pédagogique partagé.

Pierre Barreteau

CHÂTEAUBERNARD

Des caillebottes, du pain et du miel !

Les pains confectionnés par le boulanger Jean-Yves Bretagne et les caillebottes préparées par le comité des fêtes ont trouvé très vite preneurs dimanche 19 mai, place Raymond Buzin. En cette 10e Fête du pain et des caillebottes, les organisateurs ont dû improviser à deux jours de la manifestation : la ferme d'Yvonne, empêchée, ce sont les poneys de l'écurie de Boussac, une structure gonflable et les maquilleuses Maud et Valérie qui ont réjoui les enfants.

Anne-Marie et Christian Fouché ont parlé avec ferveur de leurs abeilles lors de la 10e Fête du pain et des caillebottes. PHOTO S. B.

Le geste du boulanger

Le boulanger de Veillard, qui participait pour la seconde fois aux festivités, a su tirer les leçons de la première édition. Le four communal aura été préchauffé trois fois en amont. Les gestes sont précis : avant de faire cuire son pain, on retire les braises avec une serpillière humide. Lorsque la voûte est blanche, il sera temps de le retirer.

Une chose est sûre, Stéphane Martin, son assistant du jour, ne sera jamais boulanger : un métier physique sous une chaleur pesante, où le four brûle les poils des bras et le pain chaud les doigts.

Du côté du marché artisanal, les visiteurs ne pouvaient pas ne pas faire une halte chez l'apiculteur de Boutiers-Saint-Trojan, Christian Fouché. Tombé en amour des abeilles il y a quarante ans, il a perdu une grande part de ses ailées voilà quatre, cinq ans.

Ses reines, qu'il marque d'une couleur sur l'abdomen, s'essoufflent désormais au bout de trois ans d'existence alors qu'auparavant elles conservaient toutes leur vigueur durant cinq ans. Les pesticides, ces mauvais produits, ont fait des ravages.

Christian Fouché continue à lire, à se documenter sur les abeilles. Les 80 ruchés, il sait qu'il ne les atteindra plus. Mais qu'importe, 20 kilos de miel produits par de si petites bêtes en une semaine et par ruche, cela reste un exploit.

Sandra Balian

L'Abaca présente sa quatrième saison culturelle le 7 juin

CHERVES-RICHEMONT Inauguré en juillet 2016, l'espace culturel de l'Abaca est en passe de vivre sa quatrième saison. Pour la présenter, une soirée spéciale est fixée au vendredi 7 juin, à 20 heures. Les élus de la commission culture de la commune et Kelly Baudry, de l'agence Modul'Arts, auront le plaisir de dévoiler le nom des artistes retenus, les dates des spectacles et les modalités de réservation pour la saison 2019-2020. En deuxième partie de cette soirée, gratuite et ouverte à tous, le groupe musical Chat Noir, originaire du Poitou, diffusera une musique colorée, avec des rythmes sud américains mêlés aux sonorités des gigues poitevines, le tout dans une ambiance joyeuse et communicative.

L'Abaca a déjà trois ans d'existence et s'apprête à proposer une nouvelle programmation pour la saison 2019-2020.

PHOTO ARCHIVES PIERRE BARRETEAU